

VOIX POPULAIRE

N° 3
Mai 2022

Successeur de la Voix Ouvrière fondée en 1944

**HEURES SUPPLÉMENTAIRES,
SANTÉ AU TRAVAIL,
ÂGE DE LA RETRAITE...**

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS?



Climat:
C'est maintenant
ou jamais!



**La Suisse face
aux attaques
cybercriminelles**



**Le parlement enterre
les caisses-maladie
publiques cantonales**

8

Les enjeux de la santé au travail

12

Le parlement enterre les caisses-maladie publiques cantonales

22

La Suisse face aux attaques cybercriminelles

26

Climat: C'est maintenant ou jamais!

VOIX POPULAIRE

N°3, MAI 2022

ACTUALITÉS 4-6

Genève: Les rénovations ne doivent pas se faire sur le dos des locataires

La Suisse se réarme

Le Conseil d'Etat vaudois repasse à droite

La droite genevoise contre la réforme du CO

Genève: Une vie ici, une voix ici!

ON NOUS ÉCRIT 7

Le Conseil d'Etat neuchâtelois ou la négation de la démocratie

Les kermesses du POP

TRAVAIL 8-9

Les enjeux de la santé au travail

SUISSE 10-13

L'AVS tient la forme

Pas de caisses-maladie publiques cantonales

Des institutions suisses alliées de l'économie fossile russe?

INTERNATIONAL 14-19

Quelles perspectives après l'échec de Mélenchon?

La politique progressiste du Mexique validée par le peuple

Protéger le delta du Saloum au Sénégal

L'Espagne soutient Rabat sur la question sahraouie

ÉCONOMIE 20-21

Monnaie et souveraineté populaire

SOCIÉTÉ 22-23

La Suisse face aux attaques cybercriminelles

PORTRAIT 24-25

Lucia Cardoso Simões, infirmière aux soins intermédiaires en pédiatrie

CLIMAT 26-27

C'est «maintenant ou jamais!»

SPORT 28

A Sankt Pauli, le jeu penche à gauche

CULTURE 29-31

Thomas Flahaut: Une puissante fresque sociale digne d'Aragon

Le père de l'Art Brut exposé à la fondation Gianadda

Avant-garde artistique au féminin

LA CHRONIQUE DE QUENTIN MOURON 32

Eloge d'un productivisme luxueux

LIBRE OPINION 33

Le banditisme bancaire suisse, par Jean Ziegler

FÉMINISME 34

Les orphelinats ukrainiens et la traite des enfants

IMPRESSUM

Editeur
Société d'édition de Voix Populaire
25, rue du Vieux-Billard,
1205 Genève

Président
Paris Kyritsis

Rédacteur en chef
Joël Depommier

Rédaction
redaction@voixpopulaire.ch
022 320 63 35

Abonnements
www.voixpopulaire.ch/
abonnements
CCP 12-9325-6
85.- / an, normal
165.- / an, soutien

Maquette et mise en page
Solidaridad Graphisme, Genève

Impression
Pressor, Delémont

Parution
Voix Populaire paraît 11 fois par an
ISSN 2813-1738

Mai de toutes les luttes



Joël Depommier
Rédacteur en chef

Après deux années de complication liées à la pandémie, les travailleurs et travailleuses pourront cette année participer de plain-pied à la journée de lutte et de fête du 1^{er} mai pour revendiquer leurs droits, même si à la perspective de quitter le Parc des Bastions pour se retrouver à la salle de Plainpalais fait grincer quelques dents à Genève. Ce jour particulier aura un sens d'autant plus prégnant qu'une cruelle guerre d'agression contre l'Ukraine menée par Vladimir Poutine a cours en Europe. L'un des leitmotivs de la manifestation sera bien de défendre la solidarité entre les peuples et le soutien à la paix, car «ce sont les travailleuses et travailleurs ordinaires, et davantage encore les plus faibles et les plus démunies, qui paient le tribut principal à la guerre», rappelait l'USS. A cette occasion, les syndicats et militants feront entendre leur opposition à la fermeture des frontières européennes, en rejetant l'augmentation du soutien suisse à Frontex. Ce conflit armé ne fera pas oublier pour autant la croissance des inégalités salariales suite à la crise sanitaire ou l'augmentation de l'inflation, les attaques contre les assurances sociales ou la nécessité de protéger le

climat. Il sera donc question d'AVS 21, qui prévoit l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, contrebalancée par de bien maigres compensations transitoires. Avec 100'000 signatures récoltées en un temps record, l'objectif est de mettre sur la table les questions de protection sociale, alors que des projets de réforme du 2^e pilier ou de retraite à 67 ans pour toutes et tous sont en cours. La lutte pour protéger le climat, la biodiversité et in fine l'humanité doit aussi avoir son volet social. Les plus grosses entreprises polluantes et la finance – qui investit encore massivement dans les énergies fossiles – sont largement épargnées. Il faut qu'elles contribuent à la hauteur de cet enjeu planétaire plutôt que d'en passer systématiquement par des taxes à la consommation, qui touchent en premier lieu les classes populaires. En Suisse, à Genève, La Chaux-de-Fonds, Lausanne et ailleurs, les syndicats mettront en avant la nécessité de renforcer des services publics tournés vers la transition écologique, notamment par des investissements dans les transports, la santé, la rénovation de l'habitat ou la végétalisation des villes. Autant de défis à relever immédiatement. ■

GENÈVE

Les rénovations ne doivent pas se faire sur le dos des locataires

Rénover l'habitat est une nécessité, alors que sonne l'urgence climatique. Mais il ne faut pas que cette opération induise des hausses massives de loyers. Voilà pourquoi l'Asloca vient de lancer une initiative.

« On a une équation de base: la répercussion des travaux dans les logements sur les loyers est liée au droit fédéral, qui est trop favorable aux bailleurs. A Genève, les locataires ont obtenu en plus un plafonnement des loyers durant 3, 5 ou 10 ans selon les travaux. La loi prévoit des subventions dont les locataires doivent profiter quand les travaux sont raisonnables et non-dispendieux», relève Christian Dandrès, avocat à l'Asloca Genève. Tout ces paramètres recollés donnent la nouvelle initiative cantonale de l'association des défense des droits des locataires, intitulée «Pour une rénovation écologique protégeant les locataire». L'idée est de pouvoir assainir les immeubles comme le demande une politique de réduction des émissions de CO₂ et des gaz à effet de serre, en évitant la déperdition énergétique des immeubles mal isolés et en remplaçant les chauffages à fuel ou au gaz par des énergies renouvelables, mais sans que cela se répercute trop sur les dos des locataires.

Fonds cantonal à la rénovation

Pour ce faire, l'Asloca propose de remettre en fonction un fonds à la rénovation, prévu dans la loi sur la démolition, transformation et rénovation de maisons d'habitation (LDTR), mais épuisé depuis longtemps. L'initiative prévoit de réalimenter ce fonds durant 10 ans, par un montant annuel qui correspond à la moitié de la part cantonale aux bénéficiaires de la Banque nationale (BNS). «Faire ce lien avec la BNS est politiquement juste, puisque cette dernière obtient ses bénéfices aussi



Les propriétaires resteront les maîtres des hausses de loyers.

SHOCKY

par des investissements dans des secteurs polluants. Il est financièrement correct, puisqu'il permet de ne pas peser trop lourdement sur le budget du Canton et ainsi de ne pas préempter d'autres politiques publiques comme la santé ou l'éducation. Ce lien se résume toutefois à un mécanisme de calcul, pour éviter de compliquer l'établissement du budget. Le montant serait inscrit aux budgets annuels du Canton», argumente l'Asloca. «La somme totale devrait avoisiner un demi-milliard de francs», estime Christian Dandrès. Sur cette base, les propriétaires qui le souhaitent pourraient ainsi obtenir un soutien financier puisé dans ce bonus conjoncturel, pour financer les travaux nécessaires, couvrant

en principe 20% du coût des travaux (au lieu de 15% auparavant lorsque ce fonds était encore doté).

Contre-partie de cette aide? La part des travaux couverte par la subvention serait déduite de la part du coût des travaux que le bailleur peut faire supporter aux locataires à cause du droit fédéral. De plus, le propriétaire ne devrait pas faire payer à ses locataire le supplément de majoration de loyer prévu au-delà du plafond fixé par la LDTR. Quid du solde du montant des travaux qu'engageraient les propriétaires? Ils pourraient les répercuter sur les locataires, dans les limites du droit du bail. La spirale inflationniste des loyers n'est donc pas prête d'être résolue. **JDR**

SUISSE

La Suisse se réarme



La Suisse se voit elle aussi emportée par la vague militariste européenne et atlantique.

DP

L'on se souvient de l'appel de la conseillère fédérale Viola Amherd au lendemain du déclenchement de l'invasion russe en Ukraine adressé aux opposants et opposantes à l'achat de nouveaux avions de combat F-35 pour qu'ils retirent leur initiative. Malgré celui-ci, la récolte de signatures continue et il n'en manquerait plus que quelques milliers pour que les quotas soient remplis. En face, les partis de droite continuent de faire avancer leur agenda pour un réarmement de la Suisse. Ainsi, en mars, la commission de la politique de

sécurité du Conseil national s'est prononcée en faveur d'une augmentation du budget militaire de 5 milliards de CHF aujourd'hui à 7 milliards en 2030.

Peu portée d'habitude sur la dépense, la population serait cette fois-ci davantage favorable (45%) à une telle augmentation selon un sondage Tamedia publié fin mars, et les deux-tiers de la population en faveur de l'achat des nouveaux avions mentionnés plus haut. Au vu du contexte médiatique et idéologique post-invasion russe, le rempart que pouvait représenter

auparavant un centre-gauche se revendiquant du pacifisme est aujourd'hui brisé. Un sondage Somoto publié mi-avril indiquait que le 56% des sondés à l'échelle suisse souhaitait une collaboration plus étroite avec l'OTAN, la plus forte adhésion provenant des sympathisants du Parti socialiste (76%) et des Verts (73%). A gauche, seul le PST-POP s'est clairement opposé via un communiqué à toute idée de rapprochement ou d'adhésion de la Suisse à cette alliance militaire responsable de massacres et crimes de guerre. **PKS**

VAUD

Le Conseil d'Etat repasse à droite

L'alliance de droite a gagné son pari lors du second tour des élections vaudoises du 10 avril dernier. Elle a réussi à faire élire, à la surprise générale, Valérie Dittli, une centriste de 29 ans sans expérience politique à la place de la socialiste Cesla Amarelle. Cette dernière, en charge de l'éducation, a reconnu avoir été victime d'un vote sanction de la part du corps enseignant.

Le centre-gauche ne comptera ainsi plus que trois représentants, deux socialistes et un Vert. Pour faire pencher la balance à droite, les trois membres du PLR au gouvernement seront donc aidés par une conseillère d'Etat PDC, bien que ce parti ne compte aucun élu au Grand Conseil. L'UDC, quatrième force politique du canton, reste quant à elle en dehors du gouvernement. **RED**

GENÈVE

La droite contre la réforme du CO

En début d'année, l'UDC, le PLR et les Vert'libéraux déposaient le nombre de signatures nécessaires à l'aboutissement d'un référendum contre la réforme du Cycle d'orientation genevois, votée en novembre 2021 par le Grand Conseil du canton. Les Genevois voteront sur ce référendum le 15 mai prochain.

Faisant suite à la réforme de 2011 (nCO), qui a finalement renforcé les inégalités sociales au Cycle (Secondaire I), la réforme CO22 cherche à en finir avec les groupements par niveaux, en passant à des classes mixtes en 9^e et 10^e, tandis qu'en 11^e les élèves seraient répartis entre plusieurs voies. En première année, les élèves formeraient une même classe, mais les niveaux en maths et français seraient différenciés selon les compétences. L'année d'après, d'autres matières se verraient soumises à ces différences de niveaux et des options feraient leur apparition. Enfin, en 11^e, les élèves seraient répartis entre deux voies : une voie «Maturité», menant à la maturité gymnasiale et une voie «Certificat», menant à l'École de culture générale (ECG) ou à un CFC. De plus, la réforme prévoit que les élèves ayant de larges facilités pourront voir la fin du Cycle après deux d'étude ans seulement.



La «mixité intégrée» permettrait de réduire les inégalités sociales au CO.

DRIVEPIX

Initialement prévue pour la rentrée 2022, c'est finalement à la rentrée 2023 que cette réforme devrait entrer en vigueur. Pour ce faire, une vingtaine de postes supplémentaires devront être ouverts et environ 5 millions de francs devront être investis.

Alors que les référendaires estiment la réforme inapplicable et considèrent que la mixité représente un nivellement vers le bas, ses défenseurs, eux, se basent sur la recherche en éducation pour affirmer que cette mixité est profitable aux élèves en difficulté, sans pour autant désavantager leurs

camarades. Le projet, issu d'un travail entre partenaires du CO, associations de parents et d'enseignants et d'un groupe politique composé d'un député par parti, prône donc cette mixité «intégrée». En effet, la séparation par niveaux a montré un renforcement des inégalités et un découragement de la part d'élèves qui, dès l'entrée au CO, savent déjà qu'ils ne pourront pas accéder à certains cursus. La mixité se ferait ainsi un vecteur de l'égalité des chances, face à la volonté de préserver le système actuel qui privilégie les élites selon la gauche. **BBL**

GENÈVE

Une vie ici, une voix ici!

Le 31 mars, un comité d'initiative représentant un très large éventail politique, syndical et associatif, a lancé son initiative pour «renforcer la démocratie». «40% des habitantes et habitants de ce canton sont aujourd'hui mis à l'écart de décisions essentielles sur la santé, la formation, le logement, l'environnement, l'aménagement, les transports, la fiscalité, etc. Pourtant, ils financent ces politiques publiques par leur travail et leurs impôts, en vivent les effets et contribuent directement à la vie sociale, culturelle et économique de notre République et canton», rappelle le comité. Le projet veut ouvrir tous les droits politiques en matière cantonale aux résidents étrangers installés sur le territoire

depuis 8 ans. «Il est temps que cette partie de la population contribue aussi aux décisions nous concernant toutes et tous, en distinguant nationalité et citoyenneté cantonale. Cette initiative renforce et unit notre collectivité. Elle est d'autant plus nécessaire depuis que l'accès au passeport a été durci au plan fédéral en 2018», ajoute encore le comité.

Rappelons que depuis 2005, ces résidents sans passeport suisse ont accès au droit de vote municipal. Le comité se fixe l'objectif de récolter plus de dix mille signatures d'ici le 2 août; il fera aussi signer une pétition à l'intention des résidents étrangers privés, qui soutiennent cette réforme. **RÉD.**

Le Conseil d'Etat neuchâtois ou la négation de la démocratie

Le 11 avril 2022, le gouvernement neuchâtois, par l'intermédiaire de deux de ses membres, MM. Kurth et Favre, a présenté ses arguments aux médias pour contrer l'initiative du Parti ouvrier et populaire «pour une fiscalité équitable», qui sera soumise en votation populaire le 15 mai prochain.

Au-delà du sempiternel rabâchage sur les risques de voir les contribuables importants quitter le territoire cantonal pour voguer vers d'autres cieux fiscalement plus cléments, arguments aussi idéologiques que statistiquement faux, il est particulièrement frappant de voir écrit en toutes lettres. C'est en effet la grosse crainte du Conseil d'Etat: l'initiative concernerait 8000 contribuables neuchâtois sur 120'000. «Le risque existe que ce nouvel impôt influence le comportement des plus fortunés», note Laurent Kurth. «En effet, le départ des dix plus gros contribuables annulerait complètement les recettes supplémentaires attendues.» Il est surprenant (ou pas selon le point de vue) qu'aucun journaliste

présent en conférence de presse n'ait relevé l'obscénité et le cynisme de cette phrase qui illustre pourtant avec une clarté aveuglante le type de régime politique dans lequel nous vivons: 10 versus 120'000 (0.008%) ou, pour la frange haute, 8'000 versus 120'000 (6,5%), l'infime minorité versus la majorité; une minorité et ses privilèges défendus bec et ongles par le pouvoir d'Etat mobilisé derrière elle. Que l'on ne vienne pas nous parler de démocratie!

Hardi à brandir les principes républicains de liberté et d'égalité pour couvrir «vertueusement» le démantèlement des conquêtes sociales et des services publics, ce gouvernement n'a aucun scrupule à les abandonner pour défendre la richesse privée, alors même qu'il s'agit, avec cette initiative, d'en socialiser une minuscule part pour le bénéfice de tous. Comment démontrer avec plus d'évidence de quelle classe sociale «nos» représentants politiques, consciemment ou non, sont à la fois solidaires et les serviteurs zélés? Il est vrai que lorsqu'une élection se remporte avec un taux de participation de 32% (cf. cantonales de 2021), le produit de nos soi-disant institutions étatiques ne peut se révéler que sous la forme d'une négation sans fard de la ci-devant démocratie.

En conclusion, voter oui à l'initiative sur «une fiscalité plus équitable» n'est pas seulement défendre le principe même d'une égalité devant l'impôt (chacun contribue selon ses ressources), mais peut-être même et surtout, celui de la souveraineté populaire dans la décision collective de prélever celui-ci. ■

JULIEN BINGGELY

Les kermesses du POP

Ah! les kermesses du POP à Renens durant les années 1970! Quels souvenirs! La justesse d'un mouvement ou d'une institution se mesure à l'aune de son «savoir-fête». Et, dit en passant, le Groupe d'Accueil et d'Action Psychiatrique, le GRAAP, que j'ai eu l'honneur de coanimer durant près de trente ans, est un modèle du genre: «Ce sera comme ça en paradis», chuchotait Mariette lors d'une veillée toute en poésie du Graap Cabaret.

Dans mon engagement d'artiste, le plus grand bonheur de mes vingt ans était de «militier» guitare en main. Même la très sérieuse Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) avait fait sa campagne électorale en tournant dans le Canton avec un spectacle de marionnettes caricaturant les personnalités politiques du moment. Et les «Maos» avaient eux aussi le sens de la fête, organisant des marchés festifs reliant

ville-campagne par des ventes «sauvages» de produits issus directement de la ferme. A l'époque cette entreprise était novatrice, voire interdite!

Mais le «hit» de cette période était la kermesse annuelle du POP Renens. Une foule d'artistes de tous poils y avaient rendez-vous. A commencer par les poètes Pierre et Mousse Boulanger, qui donnaient le ton. La chanson romande était là, avec en tête Michel Bühler, Roger Cunéo ou Yvette Théraulaz, mais aussi les débutants comme Antoine Auchlin, Yves Chaland, Lilo Bovet et moi-même, qui fustigeais «Ceux du bureau» avec la fougue de ma folle jeunesse.

Des artistes sud-américains ou espagnols fuyant les dictatures débarquaient avec flûtes et guitares, enflamant la grande salle de Renens de leurs hymnes révolutionnaires. Gilles Serivat, fleuron de la chanson bretonne,

y fit également un mémorable tabac. La kermesse du POP Renens était un peu notre Fête de l'Huma. Et comme on le disait des premiers chrétiens, les gens nous voyant ainsi nous réjouir s'exclamaient: «Voyez comme ils fraternisent!» On faisait littéralement «envie». Faire ainsi de la politique en musique et en chanson fait partie des mille «petits soirs» chers au camarade Pierre-Yves Maillard. Alors peut-être se tairont les armes et chanteront les âmes des hommes et des femmes en un monde enfin réconcilié. Oui, Jacques Brel a raison, une chanson peut vaincre un tambour. En ces temps déboussolés, il est bon de le rappeler. Alors que revienne le temps des Fêtes de l'Huma, des chansons de Ferrat et des hardis militants... du POP Renens! ■

PIERRE DOMINIQUE SCHEDER
POÈTE-CHANSONNIER



Les enjeux de la santé au travail

La Suisse est mauvaise élève en matière de médecine du travail et plus globalement en matière de liberté syndicale, ce qui rend la lutte sur ces problématiques complexe, mais primordiale. Entretien avec Christian Dandrès, conseiller national, avocat et syndicaliste au SSP.

Propos recueillis par **Balmain Badel**

La baisse du temps de travail semble aujourd'hui fondamentale.

CHRISTIAN DANDRÈS La bataille sur le temps de travail est centrale. Elle répond à l'augmentation de l'exploitation des salariés. Et cette bataille est difficile en Suisse. De la crise de 2007 à la récente crise du Covid, nombre d'entreprises ont exigé une augmentation du temps de travail non payé. Le recul s'est aussi fait via le calcul des heures supplémentaires, notamment avec l'annualisation du temps de travail, qui permet à l'employeur de ne pas supporter les risques liés aux fluctuations de la charge de travail. L'intensification du travail augmente et touche beaucoup les jeunes. Les conséquences sur l'état de santé de nombreux salariés sont importantes

et ne leur permettent souvent pas d'atteindre l'âge de la retraite. Le domaine des soins est un exemple flagrant. Ainsi, alors que certains triment, d'autres ne trouvent pas d'emploi. La réduction du temps de travail – sans perte de salaire – est donc une revendication centrale.

Que penser de la lutte sur ces questions?

Il y a parfois un décalage entre ces réalités et le travail syndical. Les revendications concernent souvent les salaires, mais peu les conditions de travail en tant que telles (intensification, nombre d'heures de travail, sécurité, ...). La question salariale va de pair avec la charge et l'intensité. Les travailleurs des hôpitaux, par

exemple, demandent que les soignants soient suffisamment nombreux pour assumer les patients dans de bonnes conditions. Le manque de personnel provoque une charge psychologique et une fatigue insupportables. Les soignants courent de lit en lit et ne peuvent plus accompagner convenablement les malades. Ce sont des métiers, où les personnes s'engagent pour servir la population, dans une perspective humaine. Pendant le Covid et déjà avant, les soignants doivent s'occuper de trop de patients à la fois. Ne pas pouvoir accompagner des malades en détresse ou lors de leurs derniers instants, faute de temps, est un drame. Sortir de cette impasse nécessite de repenser le système de financement des hôpitaux et de sa logique

TRAVAIL

de concurrence qui profite aux assurances et aux actionnaires des cliniques privées. Cela ne peut se faire qu'en mobilisant les soignants et les patients. Les conditions de travail dans ce secteur sont une condition de la sécurité des patients.

Des victoires se font donc principalement sur la question des salaires, mais plus difficilement sur les conditions de travail.

Les batailles syndicales sont surtout défensives. Les salariés qui résistent posent la question de leur dignité dans un moment politique où l'exploitation augmente au profit d'une minorité. Toujours dans le domaine des soins, la concurrence qui pèse très lourd sur les soignants se fait au profit des actionnaires de Genolier et d'Hirslanden. Ce qui est le plus choquant c'est que les dividendes augmentent ainsi que les disparités en matière de santé. L'espérance de vie n'est pas la même selon sa fortune et son niveau de revenu. C'est pire encore pour l'espérance de vie en bonne santé.

Ce grand manque au niveau de la protection de la santé des salariés est un choix politique?

A l'évidence. Les droits fondamentaux (liberté d'expression, liberté syndicale, égalité de traitement, etc.) peinent à passer la porte de l'entreprise en Suisse. Le point le plus crucial aujourd'hui est celui de la protection des délégués du personnel. C'est un moyen pour les salariés d'intervenir directement dans l'entreprise et de pouvoir effectivement se défendre. De plus, il serait nécessaire que ces délégués du personnel puissent disposer de compétences supplémentaires leur permettant, par exemple, de faire contrepoids à la puissance de l'employeur pour mettre un terme ou empêcher des situations dangereuses. Les délégués devraient pouvoir ordonner des enquêtes ou donner des injonctions de faire cesser des atteintes à la santé de leurs collègues. Aujourd'hui, nous en sommes très loin puisque les délégués ne sont pas protégés contre les représailles de l'employeur. Tant qu'ils peuvent se faire licencier sans possibilité de réintégration, c'est peine perdue.

La protection des délégués syndicaux est donc si faible que ça en Suisse?

Elle est nulle. Précisons: c'est théoriquement interdit de licencier un délégué du personnel, mais si l'employeur le fait quand même, il encourt une simple indemnité qui peut aller, en pratique, de deux à trois mois de salaire (jusqu'à six mois en théorie, mais ça ne va jamais jusque-là). Les employeurs peuvent très souvent y échapper en prétextant un «licenciement économique». Le Tribunal fédéral (TF) laisse une marge de manœuvre importante en permettant à l'employeur d'«anticiper les risques économiques futurs» pour licencier des salariés. Il est fréquent que les délégués soient les premiers visés.

Les salariés qui résistent posent la question de leur dignité dans un moment politique où l'exploitation augmente au profit d'une minorité

Comment parvenir à une protection satisfaisante des délégués syndicaux?

Les syndicats ont tenu à jour une liste des licenciements antisyndicaux qui a servi de base pour une plainte à l'Organisation internationale du travail en 2003. La solution proposée dans la plainte était intelligente: se baser sur le mécanisme de réintégration prévu dans la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, qui rend possible la réintégration d'une femme licenciée pour un motif fondé sur le sexe. L'OIT avait repris à son compte cette solution et formulé une telle recommandation pour la Suisse. Mais depuis, la Suisse ne bouge pas. Le Conseil fédéral a systématiquement mis les pieds au mur en commençant par nier la légitimité de l'OIT, puis en indiquant que la liberté contractuelle était un pilier de l'ordre juridique en Suisse et, depuis lors, en invoquant qu'une solution doit passer par un accord entre syndicats patronaux et syndicats de travailleurs.

La Suisse joue la montre depuis vingt ans, alors que la pression augmente sur les salariés.

Les pressions du marché de l'emploi sont également néfastes à la santé des travailleurs.

Oui, et la mise en concurrence des travailleurs facilite les pressions patronales. La libre-circulation des personnes existe sans réels droits pour les salariés, ce qui mène à la catastrophe. La solution n'est pas de bloquer cette libre-circulation, mais d'y adosser des droits en faveur des salariés suisses et frontaliers. C'est particulièrement vrai avec les plateformes tels que Smood. La surexploitation de ces salariés serait beaucoup plus difficile sans le bassin frontalier, où des personnes reçoivent à peine 500 euros par mois. L'absence de droit suisse du travail adapté à cette situation laisse à l'employeur un véritable boulevard. Une solution syndicale devrait se construire également avec les syndicats combattifs des pays frontaliers de la Suisse. Il faut défendre les salariés dans une perspective internationaliste. C'est une erreur de la gauche de ne pas revendiquer des mesures supplémentaires en lien avec la libre-circulation des travailleurs en cette période de crise. Cela permet à l'extrême droite, qui casse les droits des salariés dans les pays où elle est présente comme en Hongrie, d'apparaître comme porteuse d'une solution aux besoins sociaux.

En plus de cette pression par la concurrence, les patrons suisses peuvent compter sur le droit des assurances sociales. Quand les salariés sont durablement cassés à cause d'une surexploitation, ils ne peuvent pas facilement accéder à l'assurance invalidité (AI). Même chose sous l'angle des maladies professionnelles dont le catalogue officiel est très restreint. Les victimes de cette surexploitation ne sont pas prises en charge par une assurance sociale et tombent dans la précarité ou doivent faire appel à la solidarité de leurs proches. Avec 10% de la population en-dessous du seuil de pauvreté, il faut questionner l'adéquation des assurances sociales avec la réalité du marché du travail ainsi que ses conséquences sur la santé des salariés. ■

L'AVS tient la forme

L'automne prochain, le peuple se prononcera sur une révision de l'AVS adoptée en 2021 par le parlement et combattue par référendum. Analyse des enjeux d'une réforme, qui veut nous faire travailler plus pour gagner moins.



Certains voudraient que les bénéfices de la BNS servent davantage à rétablir la justice sociale.

ROBERT DERING

Patrick Savioli

Le but annoncé de cette réforme est de garder un équilibre financier de l'assurance et de maintenir le niveau des prestations de l'AVS. Dans les grandes lignes, le projet souhaite augmenter l'âge de retraite des femmes en l'harmonisant avec celui des hommes à 65 ans, tout en proposant des mesures de compensation pendant une période transitoire de 9 ans. Cerise sur le gâteau: un petit financement additionnel avec une hausse illimitée dans le temps de 0.4% de la TVA, alors que le taux de cotisation de l'AVS a déjà

augmenté de 0.3% au 1^{er} janvier 2020. Ce projet de révision de l'AVS est le premier pas vers un démantèlement des assurances sociales, avec à la clé des tentatives de préparer le terrain pour une retraite pour tous à l'âge de 67 ans ou plus.

Est-ce urgent?

En même temps, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a publié les perspectives financières de l'AVS pour les années 2022 à 2032 ainsi qu'un rapport sur les scénarios démographiques. Dans ses prévisions, le

rapport conclut que «malgré l'adaptation des hypothèses relatives à l'espérance de vie, à la migration, à l'activité lucrative et à l'harmonisation des valeurs démographiques avec les valeurs observées, les conséquences sur les perspectives financières de l'AVS sont négligeables. Les nouveaux scénarios ne remettent notamment pas en question les prévisions relatives à l'équilibre financier des assurances». Selon les chiffres de 2020 et après une année réjouissante sur les marchés boursiers, le résultat d'exploitation s'élevait à 1.9 milliards de francs et la fortune

SUISSE

de l'AVS à 47.2 milliards de francs, ce qui correspond à 102.6% des dépenses d'une année. Sans adopter cette réforme, la fortune de l'AVS, en 2030, serait de 36.5 milliards de francs alors qu'avec la réforme celle-ci augmenterait à 49.9 milliards de francs.

L'égalité salariale sous la loupe

Bien que le principe constitutionnel exige que les hommes et les femmes perçoivent une rémunération égale pour un travail égal, le rapport de l'Office fédéral de la statistique, datant de 2018, relève que d'importantes différences subsistent toujours et que l'écart se monte encore à près de 19%. C'est presque 1/5^e du revenu qui n'est pas soumis à cotisation durant la vie active, alors que les rentes sont, comme chacun le sait, plafonnées. Et 11% des femmes doivent demander des prestations complémentaires pour boucler leur fin de mois.

Le scandale de la Banque nationale Suisse

La loi sur la Banque nationale (LBN) prévoit qu'une fois les réserves monétaires constituées, la part du bénéfice qui dépasse le dividende revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux Cantons.

Pour l'année 2021, c'est un juteux bénéfice net de 26 milliards de francs qui est annoncé, et ainsi 6 milliards (seulement) redistribués. Au-delà du bénéfice annuel de l'institution, la question du financement des institutions (dont l'AVS) par la BNS peut se poser, même si des voix s'élèvent contre, prétextant une perte d'indépendance face au sacro-saint néolibéralisme et à l'orthodoxie budgétaire. La BNS, c'est un bilan qui approche le cap des 1000 milliards de francs (près de 1.5 fois le produit intérieur brut!) et, accessoirement, un portefeuille qui favorise le réchauffement climatique. Dans les faits, la BNS a «imprimé» des francs suisses pour les revendre immédiatement contre des devises étrangères, qu'elle a ensuite placées dans des instruments financiers. Et son portefeuille en actions n'est pratiquement constitué que d'actions américaines, dont les GAFAM et aussi de compagnies pétrolières comme Exxon Mobil ou Chevron.

Par ailleurs, en achetant des devises contre des francs suisses, afin de stabiliser autant que faire se peut la monnaie nationale, la BNS a réalisé d'importantes pertes de change. Instauré en 2011, le taux plancher EUR/CHF était un taux de change minimum entre les deux monnaies et fixé à 1 Euro/1.20 franc suisse. Pendant 3 ans et demi et jusqu'à l'abandon du taux plancher le 15 janvier 2015, la BNS a massivement acheté des euros afin de soutenir sa monnaie. Ce fut la politique d'un David pensant qu'avec la monnaie de 8 millions d'habitants, il pourrait battre un Goliath fort d'une devise commune à 450 millions d'habitants... Le 15 janvier 2015, le taux EURO/CHF a chuté de 15% et le SMI a clôturé à -8.67%. Aujourd'hui, le taux reste à la parité et les achats effectués par la BNS lorsque le taux était supérieur sont à passer par pertes et profits.

Les avoirs placés en marché monétaire et obligataire ont fondu, cannibalisés par les intérêts négatifs

Historiquement, cette institution n'a pas toujours brillé pour sa clairvoyance, on en veut pour preuve le programme de vente de 1500 tonnes d'or jusqu'en 2005. Avec un prix de vente en moyenne de 18'451 francs suisses le kilo à l'époque de la vente et un prix du jour à près de 58'000.-/kg, c'est environ 60 milliards que la Suisse n'a pas encaissés. Envolés! Certes, on est toujours plus intelligent après, mais les quelque 21 milliards qu'a rapportés cette opération avaient, à l'époque, excité les politiciens les plus réfractaires.

Autre scandale: depuis 2015, la BNS a introduit les taux d'intérêt négatifs (-0.75%), toujours pour contrer une appréciation excessive du franc suisse. Le but était de décourager les établissements bancaires et autres investisseurs à placer leurs liquidités auprès de la Banque nationale suisse. Cette mesure a profité aux entreprises exportatrices et au secteur du tourisme

en maintenant un franc suisse plus faible et aussi aux entreprises suisses, qui ont pu emprunter avec un taux de référence bas. L'Etat en a également profité en réduisant son endettement et en payant moins d'intérêts. Tout le secteur immobilier en a aussi tiré des bénéfices étant donné que les taux hypothécaires ont chuté à un niveau sans précédent. Alors que ceux-ci oscillaient historiquement entre 3% et 7%, ils se sont retrouvés en dessous de 1%, avec comme corollaire une augmentation de la valeur des biens, mais pas de baisse significative des loyers.

Les banques et autres établissements financiers ont également payé un lourd tribut, en versant à la BNS près de deux milliards de francs, montant répercuté dans certaines conditions sur les comptes des clients. La faiblesse des taux a également été très pénalisante pour tous les épargnants, le peu d'intérêts versés compensant à peine les frais de gestion des comptes.

Le vrai scandale, c'est que les caisses de pension et l'AVS, c'est-à-dire notre argent, en ont également fait les frais.

Outre la baisse du taux de conversion, les avoirs placés en marché monétaire et obligataire ont fondu, cannibalisés par les intérêts négatifs. Selon une interpellation parlementaire de 2018, le montant total (après 3 ans) se fixait à plus de 5 milliards; on peut sans doute l'estimer à plus de 10 milliards jusqu'en 2022. L'avis du Conseil fédéral est que, de toute façon, le bénéfice annuel est déjà distribué à la Confédération et aux cantons, mais c'est un raisonnement fallacieux parce l'argent ne retourne pas exactement où il a été pris et en tout cas pas en totalité.

Pas de concession

Au regard de la situation actuelle, soit après 2 années de pandémie, avec une guerre aux portes de l'Europe, une croissance en berne et une inflation à venir, les instances politiques devraient certes veiller au bon ordre des institutions, mais aussi travailler à rétablir la justice sociale, à savoir d'abord redonner l'argent à qui il appartient, avant de vouloir mettre en œuvre des politiques financées par la classe travailleuse. ■

Pas de caisses-maladie publiques cantonales

Lors de la dernière session de printemps, le Conseil national a rejeté une initiative du Canton de Neuchâtel, qui voulait permettre aux cantons de créer des institutions cantonales ou régionales d'assurance maladie. L'objet est ainsi définitivement enterré.

Amanda Ioset

Après le Conseil des Etats en septembre 2021, c'est le Conseil national qui a refusé le 16 mars dernier de donner suite à l'initiative 20.315 déposée par le Canton de Neuchâtel «Pour introduire la possibilité pour les cantons de créer ou non une institution cantonale, régionale ou intercantonale d'assurance-maladie». Ainsi, il n'y aura donc pas de modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) permettant aux cantons de créer une caisse publique, chargée de fixer et de percevoir les primes. Une mission qui devait être, d'après le projet, couplée à une contribution au financement de programmes de prévention et de promotion de la santé. Statu quo donc.

Selon le Grand Conseil neuchâtelois, cette modification de la LAMal devait permettre de répondre à l'augmentation des primes d'assurance-maladie, une des préoccupations principales des ménages suisses. On peut bien sûr rétorquer que contrairement à l'ancien projet de Caisse fédérale unique et publique (rejetée à plusieurs reprises en votation populaire), cette initiative n'aurait pas fondamentalement changé le système des caisses-maladie privées et que ses effets sur les primes seraient donc restés relativement modestes. Elle aurait néanmoins permis d'améliorer la conduite du système santé localement, de favoriser la transparence et de réduire les coûts administratifs. Cela notamment dans les cantons où la population s'était prononcée majoritairement en faveur d'une caisse publique fédérale et aurait probablement soutenu une telle démarche au niveau cantonal ou régional.

Qui a voté quoi?

122 élus de la Chambre du «peuple» (63.6%) contre 63 (une abstention) ont donc suivi la majorité de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N), soit ne pas donner suite à l'objet. Il s'agit



Le Conseil national a définitivement enterré l'initiative neuchâteloise pour des caisses-maladie publiques cantonales. DR

de tous les élus de droite et du «centre», à l'exception de la Conseillère nationale du Centre, Marie-France Roth Pasquier, qui s'est abstenue et du Conseiller national tessinois légiste, Lorenzo Quadri, qui a voté en faveur de l'initiative. Comme à son habitude, l'UDC (soi-disant parti du «peuple») s'y est opposée, prouvant ainsi une fois de plus qu'elle ne se préoccupe absolument pas – contrairement à ce qu'elle prétend dans ses discours démagogiques – de la charge que les primes d'assurance-maladie font peser sur le budget des familles vivant en Suisse.

Les élus de gauche – donc du groupe socialiste et du groupe des Vert.es, dont fait également partie Denis de la Reussille (PST-POP) – ont, quant à eux, soutenu sans exception cette solution.

Déconnectés de la réalité

L'objet a été rejeté pratiquement sans débat au Conseil national. Les Commissions concernées avaient au préalable considéré que l'initiative «bouleverserait le système actuel» et «créerait des inégalités de traitement au sein de la population». Alors que d'une manière générale, l'inflation s'installe en Suisse, que de nombreux travailleurs et travailleuses ont vu leurs revenus baisser ou leur épargne fondre en raison de la pandémie de covid, et que l'on doit s'attendre à une hausse brutale des primes d'assurance-maladie en fin d'année (les derniers chiffres rendus publics évoquent une augmentation de 7 à 9%), il est préoccupant de constater une fois de plus cet immobilisme parlementaire sur la question. ■

Des institutions suisses alliées de l'économie fossile russe?

Des collectifs militants dénoncent le rôle de la Suisse dans le commerce du pétrole et du gaz russe.

Balmain Badel

Lors d'une conférence portant sur «les mouvements d'émancipation face à la guerre en Ukraine»¹ ayant eu lieu à la mi-avril 2022, G. Durin, activiste et membre du Collectif BreakFree Suisse, a avancé plusieurs données pour mettre en avant l'implication des institutions financières helvétiques dans cette économie fossile russe. Selon ses dires, avant le gel de la bourse russe il y a peu, les institutions suisses auraient détenu environ 1,5 milliards de dollars dans les groupes pétroliers et gaziers russes, dont 500 millions uniquement par la petite banque genevoise Pictet. Sur ce milliard et demi, 450 millions seraient détenus dans Gazprom, instrument majeur du régime de Poutine. Pictet y détiendrait alors 194 milliards, d'après BreakFree Suisse, et aurait remporté le prix de «la meilleure banque privée» en Russie.² Mais les banques cantonales ne seraient pas en reste: la banque cantonale zurichoise aurait 62 millions de dollars dans Gazprom, celle du canton de Vaud, 6 millions, celle de Saint-Gall, 4 millions. Elles seraient donc aussi des partenaires financiers importants des multinationales des matières premières russes. Et Gazprom ne serait pas le seul exemple. Vontobel, petite banque zurichoise, aurait investi 222 millions dans Lukoil, plus grand producteur russe de pétrole, qui représente 2% de la production pétrolière mondiale et Pictet, 164 millions. La banque genevoise se situe bien souvent dans les



La Russie était la première exportatrice mondiale de pétrole et de gaz.

EVGENII

tops des banques suisses les plus impliquées dans l'économie fossile russe, si l'on en croit les chiffres présentés par le membre de BreakFree Suisse.

Les prêts suisses, des relations d'affaires à long terme

Au-delà de l'investissement en parts, les crédits octroyés par les institutions financières suisses semblent également valoir le détour. Par exemple, le groupe Gazprom se serait vu octroyé des crédits à hauteur de 500 millions de la part de Credit Suisse et de 200 millions de la part d'UBS, toujours selon la même source. Le crédit octroyé par Credit Suisse aurait, par exemple, permis de construire une usine de traitement du gaz de 8 km² sur les bords du fleuve Amour, appelée Amur Gas Processing Plant (GPP), avec une durée de prêt s'étalant sur 16 ans et qui ne s'arrêtera qu'en 2034.

Ces transactions sur les énergies fossiles ne pourraient avoir lieu sans

être garanties par des lettres de crédits, émises par des banques sur chaque contrat négocié individuellement. Les maisons de négoce helvétiques feraient partie intégrante de ce système. Tant et si bien que les négociants basés en Suisse auraient encaissé 80,5 millions de barils de pétrole en février et mars 2022, alors que la guerre en Ukraine était donc lancée, assurant leur rôle de logisticiens.³ Selon l'ambassade de Suisse à Moscou, les places financières de Genève, Zoug et Lugano commercialisent environ 80% des matières premières russes dont 50 à 60% pour les produits pétroliers, d'après Public Eye. ■

1 www.facebook.com/events/514299090106863

2 Informations énoncées par G. Durin lors de la conférence.

3 www.publiceye.ch/fr/thematiques/ukraine/negoce-de-matieres-premieres/les-amities-brut-du-kremlin

Quelles perspectives après l'échec de Mélenchon ?

Le candidat de la France Insoumise échoue encore une fois à se propulser au second tour de l'élection présidentielle. Les autres formations de gauche ont très vite été accusées d'avoir provoqué sa défaite. Or, les chiffres montrent que Jean-Luc Mélenchon a peu convaincu au sein de son ancien électorat. Analyse.

Paris Kyritsis

Le 10 avril dernier, le candidat de la France Insoumise a échoué à se retrouver devant Marine Le Pen pour un malheureux pourcentage et demi. Cette dernière affrontera donc le très libéral Emmanuel Macron au second tour du 24 avril. Les Verts (4,8%), le Parti communiste français (2,3%) et les autres formations de gauche ont aussitôt été accusées d'avoir constitué des candidatures de division. Et la tentation est forte de leur faire porter le fardeau de la responsabilité des cinq ans de macronisme, qui attendent les Français et les Françaises, si ce n'est de lepenisme, dans le cas d'une réussite de l'extrême droite au second tour.

Cette analyse révèle un aspect partisan qui se base sur l'hypothèse fautive prétendant qu'en politique, les scores s'additionnent de façon parfaitement arithmétique. Elle manque de prendre en compte une analyse de la sociologie de l'électorat, telle qu'elle est ressortie des premières enquêtes Ipsos-Sopra présentées peu après le scrutin.

Le mercato des voix

Les premières leçons de la sociologie du vote du 10 avril dernier montrent que les voix qui manquèrent à Jean-Luc Mélenchon ne lui ont pas davantage été prises par le reste de la gauche que... par Marine Le Pen ou Emmanuel Macron. En effet, selon les chiffres parus peu après le scrutin et malgré son énorme succès, Mélenchon ne mobilise qu'environ 66% de son électorat de

2017, dont pas moins de 7% s'est tourné vers un vote Le Pen en 2022, tandis que Mélenchon ne récupère que 2% des électeurs du Front National. Par ailleurs, seuls 3% des anciens électeurs de Mélenchon se sont tournés vers Yannick Jadot des Verts, 6% vers Emmanuel Macron et 8% vers Fabien Roussel du PCF. Au total, près de 20% des électeurs de 2017 de la France Insoumise privilégièrent un candidat de droite ou d'extrême droite. A ces chiffres, qui doivent être pris avec prudence et considération des marges d'erreur possibles, il faut ajouter une autre conclusion de cette même enquête: le tiers des gens qui ont voté Mélenchon le 10 avril dernier ont fait leur choix au dernier moment.

Le candidat de la France Insoumise a pu augmenter son score grâce à une forte mobilisation de dernière minute des primo-votants et des ex-absentionnistes

S'il n'a convaincu que les deux tiers de son électorat de 2017, le candidat de la France Insoumise a ainsi pu augmenter son score grâce à une forte mobilisation de dernière minute des primo-votants et des ex-absentionnistes, ainsi que d'un fort transfert de voix

des électeurs qui avaient voté pour le socialiste Benoît Hamon il y a cinq ans (42%). Le grand malheur de Jean-Luc Mélenchon n'a pas été provoqué par ses concurrents de gauche, mais par son incapacité à mobiliser davantage cet ancien électorat, dont presque 20% est parti à droite ou à l'extrême droite. A contrario, avec tout autant de concurrence de part et d'autre, Emmanuel Macron et Marine Le Pen ont mobilisé respectivement 74% et 78% de leurs anciens électeurs, malgré la candidature d'Eric Zemmour pour la seconde. Si Jean-Luc Mélenchon avait fait preuve d'une efficacité équivalente, il aurait été au second tour.

Quel rassemblement ?

Autre sujet d'importance, que dit cette élection de l'état de la gauche et de sa capacité de gagner un second tour ? A ce stade, malgré un succès incontestable et encourageant encourageant – le score global de la gauche, toutes formations confondues, augmente par rapport à 2017 – il semble important de préciser que les bons résultats de la personne Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles de 2017 et 2022, masquent la faiblesse de la gauche en général et de son parti La France Insoumise en particulier. Aux dernières élections nationales en date, soit les élections européennes de 2019, la France Insoumise culminait à 6,3%. Loin derrière le score actuel de près de 22% de M. Mélenchon, mais aussi loin derrière les Verts, qui avaient alors réalisé le meilleur score de leur histoire.



Avec un résultat de 13,5%, pourquoi les Verts auraient-ils dû s'effacer d'emblée pour un candidat d'un parti ayant réalisé moins de la moitié de leur score? Entre temps, les élections régionales de 2021, n'avaient pas contredit ce déséquilibre.

Mais la cible la plus facile des critiques fut le candidat communiste Fabien Roussel, car son parti soutint en 2012 et 2017 la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Au-delà du caractère anti-démocratique des accusations, supposant que certaines formations ont d'office la légitimité pour se présenter et pas d'autres, quand bien même les programmes seraient proches, la responsabilité de la construction d'un front large, capable de remporter les deux tours des élections, incombait à la France Insoumise. Or, force est de constater que le leader de ce mouvement n'a pas profité de son élan de 2017. Le ton fut même donné très vite, en témoigne l'envoi par ce dernier d'un SMS salé au secrétaire du PCF de l'époque: «vous êtes la mort et le néant» au lendemain de l'élection. Entre temps, la dynamique de rassemblement ne s'est pas engagée. M. Mélenchon annonça

en effet sa propre candidature en 2020 sans discussions, avec un «qui l'aime le suive». L'échec électoral du 10 avril dernier est donc également le signe de la faillite de cette stratégie. C'est pour cette raison que la France Insoumise n'a pas manqué d'écrire aux Verts, au PCF et au parti de Philippe Poutou la semaine suivant le premier tour afin de réaliser une alliance en vue des législatives de juin. Une telle entreprise représenterait un premier rassemblement d'un «bloc» populaire (lire à ce sujet notre article «Comprendre pourquoi Macron gagnera encore» paru dans la *Voix Populaire* n°2 d'avril).

Une gauche à reconstruire

La perspective d'un second tour obtenu à la faveur d'une candidature Zemmour divisant l'extrême-droite aurait été belle. Une victoire de Jean-Luc Mélenchon sur Macron, bien que peu probable, aurait été tout aussi souhaitable, surtout pour le niveau de vie du peuple français. Mais ce résultat de la personne Mélenchon au premier tour ne doit pas faire oublier que les législatives en diront plus long sur le rapport de force politique que l'élection

présidentielle, très liée au charisme des candidats et à la nécessité du vote utile. A ce propos, un autre sondage signé Opinionway paru le 11 avril indique que le tiers des électeurs ont voté utile. Parmi les électeurs de gauche, si leur choix avait été «de conviction», la France Insoumise serait quasiment à égalité avec les Verts à 11% et 9% respectivement, et le candidat communiste donné à 5%. Des chiffres à prendre encore une fois avec prudence.

Mais ces calculs électoraux masquent le fait que la conquête du pouvoir ne se limite pas à des succès d'étape aux élections. Comme l'ont montré les exemples de Syriza en Grèce, ou de Podemos en Espagne, la tendance «mouvementiste», qui sût créer des rassemblements autour du leadership de tribuns d'exception, est à bout de souffle. Après avoir siphonné l'électorat des autres composantes de la gauche, ces formations floues sans base partisane solide ne manquent pas de se dégonfler une fois le succès de leur leader charismatique estompé, quand elles ne sombrent pas dans le réformisme le plus modéré. ■

La politique progressiste du Mexique validée par le peuple

Le 10 avril, le président du Mexique, Andres Manuel Lopez (AMLO), a gagné son pari: il ira jusqu'à la fin de son mandat avec un large appui populaire.

Depuis le Chiapas, **Bernard Borel**

C'est le 10 avril dernier, date qui correspond à la mi-mandat de sa présidence, que le peuple mexicain était invité à ratifier ou non la présidence de AMLO – comme il est appelé communément – jusqu'à la fin de son mandat de 6 ans: un instrument démocratique voulu par le président et introduit dans la constitution l'année passée. Une manière de mesurer si les changements intervenus depuis 3 ans étaient toujours appuyés par une majorité, dans un pays où se jouent de gros enjeux économiques, politiques et sociaux, mais aussi sécuritaires. La droite, alliée aux grandes multinationales, appelait au boycott, alors qu'elle aurait pu le renverser dans les urnes. L'Institut national électoral – opposé à AMLO – a mis des bâtons dans les roues: il n'a installé qu'un tiers des bureaux de vote habituels, a convoqué les électeurs le dimanche des Rameaux, au début des vacances de la Semaine sainte, et a mis toutes sortes de limitations pour la propagande électorale. Plus de 90% des électeurs qui se sont déplacés ont plébiscité AMLO, mais la participation n'a été que de 18%. C'est donc une vraie victoire qui donne au gouvernement actuel une marge de manœuvre encore plus grande pour mettre en place son projet de gouvernement.

AMLO a été élu fin 2018, sur la base d'un programme de récupération des ressources énergétiques, de lutte contre la corruption endémique, la criminalité et le narcotrafic, l'imposition des entreprises, mais aussi un volet social important, prétendant en finir avec l'extrême pauvreté. Il a été alors largement soutenu par les mouvements sociaux et les organisations populaires. Il avait été élu avec une



Andres Manuel Lopez a gagné son pari.

ENEAS DE TROYA

majorité confortable de plus de 55%, malgré une campagne très agressive des principaux médias aux mains de la droite, qui avait gouverné sans interruption depuis quelques 20 ans.

Souveraineté nationale au centre

En politique internationale, AMLO a défendu des positions de souveraineté nationale et de non-ingérence (en particulier des Etats-Unis). Il a notamment accueilli le président bolivien Evo Morales et son vice-président, au lendemain de l'élection d'octobre

2019, volée par une droite radicale soutenue par l'Organisation des Etats Américains (OEA), instrument de la politique étasunienne. Mais AMLO se place aussi aux côtés de l'Argentine, du Venezuela, de Cuba ou du Pérou de Pedro Castillo, pour dénoncer l'attitude de l'OEA ou pour soutenir l'un ou l'autre de ces gouvernements dans leurs positions en matière de politique extérieure. Il est donc considéré comme faisant partie du groupe des gouvernements progressistes du continent latino-américain.

Le gouvernement de AMLO a lancé de gros programmes d'investissements sans pour autant emprunter d'argent. Et ce, contrairement à tous ses prédécesseurs, qui ont laissé une lourde dette, en particulier auprès du FMI. Il construit une raffinerie de pétrole sur sol mexicain et en a acheté une sur sol américain. En effet, jusque-là, le Mexique exportait toute sa production de pétrole brut largement suffisante pour sa consommation, et devait acheter le produit raffiné. La nouvelle politique promue tend donc vers l'autonomie énergétique du Mexique.

Dans le même sens, le gouvernement actuel cherche à mieux réguler le marché de l'électricité, qui a été totalement privatisé par ses prédécesseurs libéraux. Celui-ci a été racheté en grande partie par des entreprises espagnoles. Ces dernières en ont profité pour s'enrichir en augmentant le tarif des privés, sans égard pour leur pouvoir d'achat, et en favorisant les gros consommateurs que sont les entreprises. Ainsi, AMLO se voit engagé dans un bras de fer avec le gouvernement espagnol «socialiste», qui n'hésite pas à critiquer le progressisme du premier et défendre la politique des multinationales espagnoles. La victoire de la gauche mexicaine le 10 avril permettra un nouvel élan garantissant que l'Etat ne cède pas et permette une distribution plus juste des ressources énergétiques.

Politique de transports publics

Dans le domaine des transports, après consultation populaire, AMLO a décidé de réhabiliter et prolonger une ligne de chemin de fer qui relie la côte du Yucatan au Chiapas (*el Tren Maya*). Celle-ci doit permettre le développement du tourisme et servir de «canal sec» pour le transport de marchandises des Caraïbes au Pacifique. Il a veillé à ce que le tracé suive des infrastructures déjà existantes telles que routes ou lignes électriques, afin de minimiser l'impact écologique. Ce projet ferroviaire devrait être fonctionnel en 2023. Toujours dans le domaine des transports, il a abandonné le projet d'aéroport pharaonique sur un site peu propice de Mexico-City, jamais terminé à cause de la corruption, pour

privilégier le développement du transport aérien sur le terrain déjà existant d'une base militaire. Ce dernier projet a été inauguré il y a quelques semaines et servira à soulager l'aéroport principal de la capitale, surchargé.

Pour financer ces investissements tout en assurant les dépenses courantes de l'Etat, AMLO a diminué les salaires des hauts fonctionnaires, y compris le sien et celui de ses ministres. Il a supprimé les retraites de ses prédécesseurs aux postes les plus élevés. Il a mené une lutte contre la corruption dans les institutions publiques et para-publiques, mais aussi dans les ONG et les organisations sociales financées partiellement ou totalement avec des fonds publics. Ce qui n'a pas été sans conséquence sur la petite bourgeoisie avec notamment la fermeture de crèches dans les grandes villes. Mais hélas aussi sur les plus pauvres avec l'arrêt brutal de l'aide aux femmes enceintes ou encore de bourses d'études.

De nombreuses familles très argentées ou certaines firmes transnationales ont dû payer leurs impôts rubis sur ongle

L'aide directe de l'Etat fédéral, prévue pour remplacer ces réseaux de financements supprimés, connaît cependant des difficultés à se mettre en place. Certaines organisations politiques, qui n'avaient pourtant aucun passé de corruption, se sont aussi vu retirer leur financement, ce qui a suscité un mécontentement certain parmi ces dernières.

AMLO et son équipe ont aussi opéré des réformes dans la politique fiscale: de nombreuses familles très argentées ou certaines firmes transnationales ont dû payer leurs impôts rubis sur ongle, elles qui avaient l'habitude de profiter d'une certaine tolérance face à l'évasion fiscale. L'Etat a ainsi récupéré une somme importante d'argent

et n'a donc pas eu besoin d'emprunts. Malgré ces efforts, la corruption endémique que connaît le Mexique n'est pas encore vaincue.

Forces de l'ordre et cartels

Après trois ans, le bilan semble plutôt positif et la figure de AMLO reste celle d'un président honnête qui a redonné du panache et de la crédibilité à la fonction suprême. A part une droite institutionnelle, que toutes les décisions mentionnées précédemment n'ont pas manqué d'irriter, très bien relayée par la majorité des médias, il n'y a pas de volonté d'Etat de museler la presse. La mort de nombreux journalistes sont le fait des narco-trafiquants et certainement pas du gouvernement, qui hélas reste encore assez impuissant face à la violence des cartels, qui terrorisent les populations. Malgré la création d'une police nationale (*la guardia nacional*), la problématique reste entière, et les soupçons de collusion entre les forces de l'ordre et les cartels sont très forts. Au Chiapas, par exemple, malgré une présence des différentes forces de l'ordre, les deux cartels principaux contrôlent des territoires approchant même la bordure de grands axes routiers, en particulier dans la région frontière avec le Guatemala. La police n'intervient pas et n'arrive pas à faire régner l'ordre et à reprendre le contrôle. Cela a une conséquence directe sur la santé et l'éducation: les unités mobiles du ministère de la Santé et les enseignants ne peuvent plus accéder aux communautés rurales, alors que la pandémie avait déjà maintenu fermées les écoles pendant presque deux ans.

C'est dire qu'entre une droite décomplexée et agressive et une base déçue parce que sa situation ne s'est pas améliorée, le président et son équipe jouaient gros dans ce référendum ce 10 avril. L'abstention élevée montre malgré tout que la stratégie de nuire à la visibilité de cette consultation et d'appeler à son boycott s'est avérée efficace. La droite mexicaine n'a donc pas dit son dernier mot.

AMLO et son parti Morena ont maintenant trois ans pour mettre en route un plan social d'inclusion solide et espérer pouvoir continuer à gouverner le pays après 2025. ■



Protéger le delta du Saloum

Avec l'aide de l'EPER, une association se bat au Sénégal pour préserver la mangrove, attaquée par le changement climatique et les mauvaises pratiques.

Joël Depommier

Fleuve Saloum à 175 km au Sud de Dakar. Outre une mangrove d'exception, son delta, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, abrite des zones humides, de savanes et de bois. Malheureusement, cet écosystème se détériore. Face à cette situation d'urgence climatique, l'Association pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL), basée à Foundiougne se bat depuis 2006. Elle mène des actions de préservation, de restauration de l'écosystème mangrove et de renforcement des moyens de subsistance des populations dans 18 villages situés dans le Delta du Saloum. Depuis 2015, elle est soutenue et accompagnée dans cette lutte par l'EPER. Président bénévole de l'APIL et ingénieur des eaux et forêt, Chérif Cissé, de passage en Suisse, explique: «Nous cherchons à améliorer la résilience des populations et des écosystèmes. Nous développons des mesures d'atténuation, mais aussi d'adaptation. Les premières visent à une restauration de la mangrove, à travers des opérations de reboisement, la mise en place de bois de village avec des espèces à croissance rapide, la diffusion de foyers améliorés (fourneaux à haut rendement énergétique) afin d'utiliser moins de bois pour la cuisine». Par ailleurs, «ce reboisement permet de lutter contre les inondations, qui stérilisent les sols par le sel et de faire face à l'érosion par le vent. Il faut conscientiser la population pour favoriser la plantation d'arbres, qui permet la régénération et la captation de beaucoup de carbone, tout en faisant diminuer les températures», précise-t-il encore.

«Avec les mesures d'atténuation, nous cherchons à développer une gestion durable des ressources naturelles de techniques d'exploitation et de transformation des produits

notamment dans l'ostréiculture et l'apiculture et à générer des revenus durables pour une population qui travaille à 90% dans l'agriculture et 4% dans la pêche. A titre d'exemple, alors qu'avant les femmes récoltaient des huîtres en coupant les racines des palétuviers, ce qui les détruisait, aujourd'hui, elles utilisent des guirlandes immergées sur lesquelles ces coquillages se fixent. Les femmes peuvent davantage commercialiser leurs produits de façon équitable et augmenter ainsi leur revenu. On accroît le bien-être de nos populations, par une démarche participative et sans recourir à des pratiques contre-nature», insiste Chérif Cissé. «Nous avons aussi introduit des modules de sensibilisation à travers l'éducation au développement durable dans les écoles. La mission de notre association est d'appuyer les populations et les décideurs à la prise en charge du développement local, endogène et autocentré dans la perspective d'un développement durable. Nous avons touché 6000 personnes et près de 1200 ménages», souligne-t-il

Projets d'avenir? «Avec l'aide de partenaires, nous voudrions développer nos possibilités de conserver ou de sécher nos produits en recourant à de énergies renouvelables comme le solaire. Sur la base de notre confiance en nous-mêmes et de nos capacités, nous voudrions aussi travailler dans d'autres régions du Sénégal», annonce le visiteur. Quid du changement climatique global? «La période de confinement durant le covid a impacté positivement l'environnement. Si les Etats industriels faisaient chaque année une pause simulant une situation covid, on pourrait d'ici quelques années améliorer la situation. Au Sénégal, soit les pluies reviennent, soit elles disparaîtront complètement», conclut-il. ■

L'Espagne soutient Rabat sur la question sahraouie

L'Espagne a dit vouloir soutenir la position du Maroc sur un plan d'autonomie pour le Sahara occidental, alors qu'elle avait toujours prôné la neutralité entre Rabat et les indépendantistes sahraouis du Front Polisario.

Elena Rusca*

Le 18 mars le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a cédé aux exigences du roi du Maroc, Mohamed VI et modifié la position historique de l'Espagne sur le conflit du Sahara Occidental et accepté la proposition de Rabat de faire du Sahara Occidental «une région autonome sous souveraineté du royaume chérifien».

«A aucun moment et à aucun niveau, les autorités algériennes n'ont été informées de ce vilain marchandage conclu avec l'occupant marocain dans le dos du peuple sahraoui», ont déclaré les diplomates algériens, qui n'ont jamais été informés du changement de position de l'Espagne vis-à-vis des Sahraouis. Rappelons que l'Algérie est le principal fournisseur de gaz naturel de l'Espagne et le troisième pour l'Europe, avec 83% de ses exportations. L'impulsivité de l'Espagne a réveillé l'Algérie. Mais pas seulement, la Chine s'est également prononcée en faveur du peuple sahraoui.

Le peuple sahraoui attend toujours un référendum, qui semble se transformer en utopie. «La position exprimée par le gouvernement espagnol est en contradiction absolue avec la légitimité internationale. Les Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne, la Cour internationale de justice, la Cour européenne de justice et toutes les organisations régionales et continentales ne reconnaissent aucune souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», a dénoncé le Front Polisario, le gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies du 14 décembre 1960, relative à l'octroi



Le peuple sahraoui est toujours dans l'attente d'un référendum devenu un mirage.

FANNYES

de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés, appelle au rétablissement de l'indépendance de toutes les colonies. En ce sens, le Sahara Occidental continue d'être considéré par les Nations unies comme un territoire non autonome, qui doit être décolonisé par l'exercice du droit à l'autodétermination. La Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été créée à cette fin en 1991. Malheureusement, les dernières tentatives des Nations unies pour parvenir à une résolution du conflit n'ont pas été concluantes et Horst Kohler, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, a quitté ses fonctions à la fin du mois de mai du 2019. Au début du mois de novembre 2020, le cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario a pris fin.

Actuellement, un nouvel envoyé spécial a été nommé, Staffan de Mistura. Cependant, toute cette histoire et la légitimité du droit international semblent invisibles pour l'Espagne et pour tous ces pays qui continuent à exploiter les ressources sahraouies. «Quand on vous enlève votre maison, vous vous battez avec des ongles et des pieds, parce que vous ne pouvez pas laisser quelqu'un prendre votre maison et encore moins votre terre, c'est une condition d'existence. Parce que si tu n'existes pas, tu n'es personne», nous confiait il y a un mois Mohamed Fadel Henia, directeur de l'hôpital central de Rabouni, dans les camps de réfugiés au sud de Tindouf, où les Sahraouis sont parqués par la communauté internationale depuis plus de 45 ans. ■

* Journaliste auprès de l'ONU, Palais des Nations, adapté par la rédaction



Monnaie et souveraineté populaire

Intermédiaire dans les échanges, réserve de valeur, unité de comptabilité, tel est le rôle de la monnaie depuis des siècles. Economiste, chercheur au CNRS, Rémy Herrera, qui vient de sortir un ouvrage sur le thème, voudrait en faire un instrument de pouvoir et de souveraineté au service des peuples.

Propos recueillis par **Joël Depommier**

En quoi, la monnaie joue-t-elle un rôle prépondérant dans l'économie? A qui profite-t-elle en premier?

RÉMY HERRERA La monnaie, fondamentalement, est pouvoir; c'est avant tout une institution socio-politique essentielle dans nos sociétés modernes. Pour fonctionner, elle exige une confiance, qui se porte sur elle et se renforce grâce à un ensemble de garanties apportées par la surveillance stricte et permanente des Etats dans l'espace des territoires nationaux ou régionaux. Cela consolide la propriété de la monnaie d'être acceptée immédiatement par tous les individus dans

les transactions qu'ils effectuent entre eux. Mais aujourd'hui, ce sont surtout les géants oligopoles bancaires et financiers, qui la contrôlent. Ce qui a pour effet d'entraîner l'aggravation des inégalités sociales et une polarisation dans la distribution des richesses.

Le dollar a longtemps été l'étalon monétaire mondial. Qu'est ce que cela impliquait? Cette suprématie continuera-t-elle à exister ou la monnaie chinoise pourrait-t-elle détrôner le dollar?

Le dollar a surtout longtemps été la devise clé mondiale, ce qui signifie qu'il

tenait le rôle de monnaie de réserve internationale. C'est d'ailleurs encore très largement le cas à l'heure actuelle. Comme disait jadis un secrétaire au Trésor étasunien à l'attention de ses homologues étrangers: «Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème». Et cette domination du dollar reste toujours de nos jours le problème monétaire numéro un de la plupart des pays du monde. La nouveauté est que cette domination est, à l'image de l'hégémonie des Etats-Unis, sur le déclin, et fortement critiquée. Elle est contestée par la Chine, et le poids croissant que prend sa monnaie, assurément,

mais aussi par bien d'autres initiatives, lancées sous diverses formes, visant à faire comprendre aux Etats-Unis que si le dollar est leur monnaie, c'est aussi leur problème.

La création de l'euro, dont on fête le vingtième anniversaire, a-t-elle tenu ses promesses, notamment pour les pays du Sud de l'Europe?

Pour parler franchement, il faut bien reconnaître que l'euro a été conçu pour être un nouveau deutschemark de facto. Il est parfaitement adapté à la stratégie de domination des *Konzern*, les oligopoles allemands, et à quelques-uns de leurs partenaires capitalistes européens. On fait croire aux Européens qu'une monnaie européenne peut exister sans Etat politique européen, mais c'est une fiction. L'Allemagne bénéficie d'un euro, qui se situe quasiment à parité de son ancien deutschemark, voire peut-être légèrement sous-évalué, ce qui favorise ses entreprises nationales. Tous les autres pays de la zone euro, à quelques rares exceptions près (comme le Luxembourg), sont en revanche durement pénalisés par une surévaluation monétaire de fait, qui handicape les appareils productifs nationaux et gêne leurs entreprises domestiques moins compétitives à l'exportation. C'est particulièrement le cas dans les pays du Sud de l'Europe.

De nombreux pays d'Amérique latine ont dû subir par le passé des dévaluations violentes de leur monnaie, comme cela menace la Turquie. Quelles sont les conséquences de ces dévaluations pour les peuples et comment faudrait-il les parer?

Des pays d'Amérique latine, mais aussi des pays de tous les continents de la planète, ont à subir les conséquences néfastes de la domination du dollar, dont l'une, parmi d'autres, est la dévaluation de leur monnaie nationale. Pour parler de l'Amérique latine de ces dernières années, l'Argentine est l'un des pays qui en a le plus souffert, spécialement lors de la crise de 2000-2001. Mais ce pays offre également la preuve que la stratégie de dollarisation de l'économie et de soumission à la globalisation financière est une voie

sans issue, contrairement à ce que prétendent beaucoup d'experts internationaux dans la ligne néolibérale. Les expériences de gouvernements de gauche en Amérique latine, très critiqués par nos médias dominants, ont toutefois montré, en Argentine ou ailleurs, malgré des insuffisances et des limites qu'il faut savoir mesurer, que l'on peut surtout dire non à la dictature de la finance et proposer des voies alternatives.

Hors de l'UE, la Suisse a conservé le franc suisse, monnaie forte. Un avantage?

La Suisse est une exception... un «îlot de bonheur (monétaire et bancaire)» en Europe. Ce caractère exceptionnel lui offre non pas un, mais beaucoup d'avantages. La stabilité des institutions politiques et la solidité des structures économiques du pays ne font que renforcer le rôle du franc suisse en tant que devise clé. C'est pour l'essentiel à la puissance de ses milliers d'établissements bancaires et financiers, vers lesquels affluent les gros «investisseurs» internationaux, que tient le fait que cette monnaie soit devenue refuge pour des agents à la recherche de placements sûrs et lucratifs, spécialement en temps de crises. A cette puissance...et à l'«industrialisation» de l'évasion fiscale qu'ils ont mise au point depuis des décennies. Le secret bancaire a officiellement pris fin, mais en pratique, il continue à être appliqué efficacement.

Les crypto-monnaies intéressent aussi désormais les oligopoles financiers et les Etats eux-mêmes

En quoi la création de crypto-monnaie, comme le bitcoin, est une vraie nouveauté? Quels en sont les dangers pour l'économie?

Les crypto-monnaies, bitcoin en tête, sont apparues après la crise de 2008 – qui doit être comprise comme une crise systémique et non pas seulement

financière – en réaction à une méfiance grandissante manifestée à l'égard des établissements bancaires, mais aussi vis-à-vis des institutions étatiques elles-mêmes. Leur première originalité est de permettre à leurs utilisateurs un contact direct que ce soit entre acheteur et vendeur ou entre créancier et débiteur; ceci, en passant par-dessus les mécanismes de contrôle et la centralisation bancaires et, qui plus est, en échappant aux réglementations fiscales, grâce aux procédures anonymisées, ultra-sécurisées, qui sont employées. Mais les crypto-monnaies intéressent aussi désormais les oligopoles financiers et les Etats eux-mêmes, au point que l'on peut aujourd'hui parler de guerre des crypto-monnaies. Ce sont des phénomènes nouveaux, encore peu analysés. Je tente d'expliquer cela dans le livre.

Quelles sont vos propositions pour une reprise en main de la monnaie par les peuples? Vers quel modèle faut-il tendre?

Mes propositions pour une reprise en main de la monnaie par les peuples, comme vous dites très justement, sont diverses. Certaines concernent des pays; d'autres ont une portée régionale ou continentale (une monnaie commune pour l'Europe, le refus du franc CFA «relooké» pour l'Afrique, notamment). Ces propositions sont présentées chapitre par chapitre (chacun correspondant à une région du monde) ou bien lorsque j'aborde le pays lui-même (comme la Chine ou Cuba, par exemple). Au niveau national, je suis favorable à la socialisation des grandes banques commerciales privées. D'autres propositions concernent le système monétaire global et sont discutées dans le dernier chapitre. Pour résumer, les efforts devraient prioritairement se concentrer sur la mise en place de taxations internationales des grandes fortunes, des profits des firmes transnationales et des flux des capitaux financiers. Et aussi l'éradication des paradis fiscaux, la suppression de l'entière de leurs réseaux d'activité et le règlement du problème de la dette extérieure. ■

Rémy Herrera, *La Monnaie: du pouvoir de la finance à la souveraineté des peuples*, PubliCetim numéros 43-44, éd. du CETIM, Genève, 2022, 384 p.

La Suisse face aux attaques cybercriminelles

Créé en 2020, le Centre national pour la cybersécurité se veut la référence nationale dans le domaine des attaques informatiques. Entretien avec Pascal Lamia, délégué adjoint de la Confédération pour la cybersécurité et chef de la cybersécurité opérationnelle du NCSC.

Joël Depommier

Suite à plusieurs attaques en Suisse, Le Temps a révélé récemment que des données médicales de milliers de Neuchâtelois et Neuchâteloises ont été mises en ligne. Pourriez-vous faire une typologie des pirates du Net?

PASCAL LAMIA A quelques exceptions près, les pirates informatiques font partie d'organisations dirigées de manière très professionnelle. Les différents groupes se spécialisent dans les domaines spécifiques nécessaires au déroulement des activités criminelles. Ainsi, certains recherchent des vulnérabilités, d'autres développent des logiciels malveillants, etc.

Les auteurs de «Hacker types, motivations and strategies: A comprehensive framework»¹ distinguent les différents types de pirates suivants: Ceux-ci vont des *novices*, pirates peu qualifiés qui s'appuient fortement sur les boîtes à outils en ligne, aux pirates informatiques hautement qualifiés et extrêmement compétents qui travaillent directement ou indirectement pour un gouvernement afin de déstabiliser, perturber et détruire les systèmes et réseaux d'une nation ou d'un gouvernement rival. Mais l'on trouve aussi des *cyberpunks* (hackers peu ou moyennement qualifiés qui font des ravages pour le plaisir), des *hacktivistes*, qui utilisent leurs compétences techniques pour faire avancer leurs programmes politiques ou utiliser Internet comme un outil de changement politique. Sans oublier les extorqueurs, escrocs, fraudeurs, voleurs ou cyberprédateurs.



Les cybercriminels sont très innovants et n'ont de cesse de produire de nouveaux scénarios d'attaque.

MAKSIM SHMELJOV

Quels sont les motivations des hackers privés? Et celles des pirates à la solde des Etats?

La motivation de la plupart des cybercriminels «privés» est de réaliser un maximum de profit en fournissant un minimum d'efforts. Pour cette raison, ils mènent la plupart de leurs attaques selon le principe de l'arrosoir au lieu

de cibler une entreprise ou un secteur en particulier.

Les pirates «étatiques», quant à eux, commettent généralement des actes d'espionnage ou de sabotage. De telles attaques sont plutôt rares, car elles nécessitent beaucoup de moyens et des connaissances techniques considérables. Les pirates doivent connaître

sur le bout des doigts le fonctionnement des systèmes de contrôle industriels (par exemple les systèmes SCADA, de contrôle et d'acquisition de données en temps réel utilisés dans l'interface entre homme et machine notamment dans l'industrie, ndlr). La plupart du temps, ces attaques visent à obtenir des informations ou à perturber des infrastructures critiques. Les acteurs étatiques ou soutenus par un Etat disposent souvent d'un excellent savoir-faire, d'une infrastructure de pointe ainsi que de beaucoup d'argent et de temps. Ces facteurs font que de telles attaques sont généralement très difficiles à détecter.

On a l'impression que les pirates ont toujours un coup d'avance, est-ce le cas?

Les cybercriminels sont très innovants et n'ont cessé de produire de nouveaux scénarios d'attaque. Ils mettent à profit des informations très actuelles pour camoufler habilement leurs tentatives de piratage. Sur le Darknet, on trouve par exemple des portails sur lesquels il est possible d'acheter des informations concernant des failles dites «zero day» (failles de sécurité non rendues publiques) ainsi que les outils permettant de les exploiter. Le Centre national pour la cybersécurité (NCSC) rend compte chaque semaine des nouveaux modes opératoires sur son site Internet (admin.ch), sous le titre *Rétrospectives des semaines*.

Les Cantons et la Suisse, qui dispose d'un Centre national pour la cybersécurité, sont-ils suffisamment armés pour la lutte contre les attaques?

Il n'existe pas de protection absolue contre les cybermenaces. Les Cantons qui inscrivent la cybersécurité à leur agenda politique se penchent activement sur le sujet et mettent en œuvre les mesures appropriées; ils présentent un bon niveau de sécurité et sont bien armés. La protection contre les cyberrisques est toutefois une tâche commune de l'Etat, du secteur privé, de la société ainsi que des milieux de la recherche et du développement. Seule une action conjointe permet de renforcer la cybersécurité en Suisse.

Quelles sont les missions des hackers éthiques?

Les pirates éthiques ont pour objectif de rendre les produits et services informatiques encore plus sûrs. Par exemple, ils cherchent en toute légalité les failles des systèmes informatiques d'une organisation dans le cadre de programmes de primes aux bogues (ou *bug bounty*). Pour chaque bogue confirmé qu'il a découvert, le pirate reçoit une prime (*bounty*), dont le montant est fixé en fonction de la gravité de la faille en question. L'administration fédérale a mené l'année dernière un projet pilote en la matière, qui a produit des résultats très positifs.²

Les pirates éthiques ont pour objectif de rendre les produits et services informatiques encore plus sûrs

Faudra-t-il à l'avenir étendre votre mission?

Le NCSC doit adapter ses tâches et ses travaux aux scénarios d'attaque ainsi qu'aux besoins des victimes potentielles (économie, Etat, population, etc.). Par conséquent, nous devons aussi adapter et étendre nos tâches et nos travaux.

Et vers quelles menaces?

La transformation numérique et l'évolution de la société font que les menaces sont appelées elles aussi à évoluer. Actuellement, les fraudes et les attaques par *rançongiciel* comptent parmi les cyberincidents fréquents. De manière générale, les formes d'attaques qui rapportent aux pirates un maximum de bénéfices financiers pour un minimum d'efforts continueront probablement d'être les plus répandues.

Quel serait selon vous le pire scénario d'une attaque massive cyber? Jusqu'où pourrait-elle mettre en péril un pays ou le monde?

Des attaques contre des infrastructures critiques telles que celles permettant la fourniture d'électricité ou de services médicaux pourraient avoir de graves conséquences sur l'approvisionnement et la société d'un pays. Les cybermenaces se multiplient à travers le monde. La cybersécurité occupe une place de plus en plus importante pour l'économie et la population. Pour cette raison, le Conseil fédéral a créé en 2020 le NCSC afin d'aider la population, les milieux économiques, les établissements de formation et l'administration à se protéger contre les cyberrisques et à améliorer la sécurité de leurs propres systèmes.

Quels sont les conseils que vous donneriez pour éviter des attaques informatiques?

Pour se protéger, il est important d'avoir en tête les cybermenaces et d'adapter en conséquence sa gestion des courriels ou son utilisation d'Internet. Dans les entreprises et les administrations, il est crucial que la direction soit consciente des cyberrisques, prenne les principales mesures organisationnelles et techniques qui s'imposent et engage les ressources appropriées. Au niveau technique par exemple, on peut citer parmi les mesures de protection de base la sauvegarde des données sur des supports externes, les mises à jour, les pare-feu ou encore les antivirus. La cybersécurité fait partie intégrante des tâches d'une direction. De même, des mesures organisationnelles doivent être prises au sein de l'entreprise (par ex. gestion de la continuité des activités, gestion de crise, stratégie de communication de crise, etc.). L'adoption par l'ensemble des collaborateurs d'un comportement adéquat peut grandement contribuer à améliorer la cybersécurité. C'est pourquoi il est essentiel de les sensibiliser et de les former.

Le NCSC publie sur son site web un grand nombre de guides et de listes de contrôle en vue d'aider les particuliers, les entreprises ou les autorités à se protéger contre les cybermenaces. ■

1 Source: www.sciencedirect.com/science/article/pii/S245195882200001X (en anglais)

2 www.ncsc.admin.ch/ncsc/fr/home/aktuell/im-fokus/abschlussbericht-bb.html

« Notre métier n'est pas suffisamment reconnu! »

Chaque mois, nous vous proposons le portrait d'une personne ordinaire dont les expériences, le vécu et les idées n'ont que trop peu de place dans les médias dominants. Pour ce numéro, nous avons rencontré Lucia Cardoso Simões, infirmière aux soins intermédiaires en pédiatrie.

Amanda Ioset

Lucia Cardoso Simões sourit quand elle évoque son quotidien au service des patients des soins intermédiaires en pédiatrie du CHUV. Cette infirmière portugaise de 36 ans, arrivée en Suisse en 2009 sa licence universitaire en sciences infirmières en poche, aime profondément son métier. Et en particulier, soigner les enfants: «Quand on travaille en pédiatrie, on ne voit pas la maladie de l'enfant, mais ce qu'on peut lui apporter ainsi qu'à sa famille dans un moment difficile de leur vie. Il y a beaucoup de souffrance, mais aussi de partage et de joie.»

S'adapter au patient

Dans le service de Lucia, les infirmiers travaillent par blocs de 12 heures: de 7h du matin à 19h30 ou de 19h à 7h30. Elle-même est engagée à 80%, ce qui correspond à environ 33 heures de travail par semaine. Quand je lui demande de me décrire une journée habituelle, elle rit: «Les journées type



DR

n'existent pas à l'hôpital! Ni vraiment la différence entre le jour et la nuit. On essaie dans la mesure du possible de respecter le rythme des enfants, donc de faire le moins de soins possibles pendant la nuit. Mais parfois, on est

obligés de mener des examens ou des soins plus invasifs de nuit.»

La journée de l'infirmière commence toujours par le rapport de son collègue, qui lui raconte comment se sont passées les douze heures

précédentes. Cela lui permet de définir la stabilité et les problèmes prioritaires du patient, puis d'organiser sa journée, tout en sachant qu'il faudra s'adapter en fonction de l'évolution de son état. «Les projets changent toujours. Ce que j'aime en pédiatrie, c'est qu'on fait en fonction du patient. Chez les adultes, tout est très bien défini. Il y a une heure pour la toilette, une heure pour les soins, une heure pour les médicaments. En pédiatrie, non. On fait en fonction du rythme de l'enfant et de ses préférences.»

Plus tard, il y a le moment de la visite médicale. C'est l'occasion pour l'infirmière de discuter avec le médecin du patient et de son projet thérapeutique. Le métier d'infirmier implique énormément de responsabilités, comme le souligne Lucia: «Nous passons la journée avec le patient, c'est nous qui avons le premier regard sur lui, qui déterminons s'il est stable ou pas, s'il faut appeler le médecin ou pas. Nous faisons des diagnostics infirmiers pour évaluer son état clinique, nous prenons ses signes vitaux et réunissons les éléments à transmettre au médecin. C'est à nous d'anticiper les mesures d'urgence et de structurer la journée. Avec toutes les connaissances qu'on a de nos études, mais aussi grâce à une actualisation constante, parce que les soins, la médecine et les maladies évoluent sans cesse.»

Vie professionnelle et vie familiale

Mère de deux garçons de huit et quatre ans, résidant à Châtel-Saint-Denis soit à environ 30 minutes de voiture de son lieu de travail et sans famille en Suisse pour l'aider avec la garde des enfants, Lucia a dû faire des pieds et des mains pour concilier vie privée et vie professionnelle. D'autant plus que son mari est lui aussi infirmier et travaille également avec des horaires irréguliers. «Au départ, nous avons trouvé une garderie adaptée, ce qui nous permettait d'y laisser les enfants les jours où nous travaillions tous les deux – soit environ 8 jours par mois. Mais la garderie fermait à 18h30, heure à laquelle nous étions encore à Lausanne. Nous avons donc une baby-sitter qui allait chercher les enfants, les ramenait

chez nous et commençait à leur donner leurs repas et à les préparer pour la nuit.» A cette période, Lucia doit même quitter les soins intensifs pédiatrique du CHUV, non pas à cause du travail – qu'elle appréciait – mais en lien avec la garde de ses enfants. Elle a par la suite travaillé plus près de son lieu de domicile, avant de retourner au CHUV en 2021. Actuellement, elle et son mari ont recours aux services d'une maman de jour qui garde les petits de 6h30 à 20h les jours où ils sont les deux de service.

Le covid a rendu le quotidien des infirmiers plus difficile encore

Pénurie d'infirmiers

La Suisse souffre d'une pénurie d'infirmiers. Depuis la pandémie, cela se manifeste encore plus fortement: les absences – qu'il s'agisse de départs définitifs ou de maladies – sont plus nombreuses et les services peinent à trouver des remplaçants. Pour Lucia, ce manque d'effectifs s'explique par la pénibilité du métier, mais aussi par un manque de reconnaissance. «Avant le covid, il y avait déjà une partie des infirmiers qui quittaient la profession, parce que c'est une profession difficile. On est confrontés à la souffrance de l'autre, à la perte, à l'intimité. Il y a les horaires irréguliers, le travail de nuit. Malgré ça, notre métier n'est pas suffisamment reconnu. L'acceptation de l'initiative pour des soins infirmiers forts est un premier pas, mais il faut maintenant mettre en place ces mesures!»

Le covid a rendu le quotidien des infirmiers plus difficile encore. Lucia l'a vécu de plein fouet. Pendant la première vague, alors qu'elle travaillait à l'hôpital de Rennaz comme infirmière clinicienne de pédiatrie, elle est transférée aux soins intensifs pour adultes en raison du manque d'effectifs. Un changement compliqué à vivre pour elle, qui aime travailler avec les enfants. De manière générale, ces changements d'équipes ont représenté un

vrai défi, car les infirmiers d'autres services envoyés aux soins intensifs ne connaissaient pas forcément les locaux, les équipements, les patients. «Au niveau émotionnel, c'était très compliqué parce qu'on ne savait rien de cette maladie à part qu'elle était transmissible par l'air. On passait des heures dans des boxs à faire des soins et on rentrait chez nous avec la peur de contaminer nos familles. Mais le plus difficile... c'était de voir des malades du covid décéder seuls, car au départ il n'y avait pas de droit de visites, même des proches. Ils mouraient avec nous, mais sans les personnes qu'ils aimaient. Je trouve vraiment que c'était le pire.»

Depuis qu'elle a commencé à exercer son métier en Suisse il y a 13 ans, Lucia a remarqué que les conditions de travail ont changé. «Quand je suis arrivée, on devait moins faire attention au budget. Si on avait besoin de quelque chose, on l'avait. Aujourd'hui, je trouve que c'est plus difficile d'avoir certaines choses, il faut plus argumenter. Par exemple pour avoir plus d'effectifs. Notre déontologie nous pousse à soigner tous les patients, peu importe qu'il y en ait 5, 10 ou 20. Donc certains peuvent se dire: *si vous arrivez à faire ça avec moins d'effectifs, pourquoi pas*. Mais je pense que le covid a montré que si l'on veut avoir des soins de qualité, il faut avoir des infirmiers. Plus d'infirmiers, ça signifie plus de soins de qualité, moins de temps de séjour pour les patients dans les hôpitaux, moins de rechute maladie.»

Je pose à Lucia une dernière question en lien avec les débats politiques actuels: se verrait-elle travailler dans sa profession qu'elle aime tant jusqu'à 65, 66 voire 67 ans? «J'aimerais bien qu'on puisse tous travailler jusqu'à cet âge-là en étant en forme et en santé, mais je pense que ce n'est pas forcément le cas. J'ai du mal à imaginer qu'on puisse soigner d'autres personnes à l'âge de 67 ans. Pour moi, l'augmentation de l'âge de la retraite est une fausse question, parce que l'argent existe. Les immigrés comme moi, nous contribuons à cette machine avec les cotisations que nous payons sur notre salaire. Nos enfants aussi travailleront et financeront nos retraites.» ■

C'est « maintenant ou jamais! »

En avril, le GIEC a proposé des solutions face à l'urgence climatique, expliquant que l'heure a sonné pour limiter le réchauffement à 1,5 degré. Julia Steinberger, professeure à l'Institut de géographie et durabilité de l'UNIL et autrice principale du chapitre sur les trajectoires d'émissions du rapport nous en parle.

Propos recueillis par Joël Depommier

Le rapport du GIEC demande d'opter pour la sobriété énergétique, de remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables, d'augmenter les financements et de capter les émissions de carbone. Pourriez-vous nous en dire plus?

JULIA STEINBERGER Un autre point essentiel est consacré à l'agriculture et à la nourriture. Une alimentation saine et durable est une alimentation basée sur les plantes. Ceci implique des changements massifs au niveau du secteur agro-alimentaire et de nos modes de vie, mais c'est nécessaire pour le climat et notre santé.

Le rapport défend l'utilisation d'énergies renouvelables, qu'en est-il du nucléaire, considéré par l'Europe comme une « énergie de transition »?

Rappelons tout d'abord que si les avis peuvent diverger, les rapports du GIEC se font par consensus. Si l'énergie nucléaire a sa place dans les énergies qui n'émettent pas ou peu de gaz à effet de serre, son coût et la lenteur pour la déployer posent problèmes, contrairement à l'énergie solaire, éolienne et des batteries, dont les coûts n'ont cessé de diminuer depuis 2010. Quant à l'énergie hydraulique, les grands barrages sont pour la plupart déjà faits. La biomasse (issu de matière organique) peut être utilisée en énergie comme substitut au gaz ou aux carburants, mais sa combustion émet aussi du CO₂ et sa production occupe des terrains, qui pourraient être utilisés pour la nourriture ou la biodiversité. La réduction de 1,5° de la hausse des températures peut se faire avec des technologies déjà existantes. Ce qui fait que des nouvelles énergies, comme celles issues des vagues marines (houlomotrices)

doivent être explorées, mais ne sont pas immédiatement nécessaires.

Comment développer la captation des émissions de carbone?

Les sols vivants, la foresterie permettent le piégeage et le stockage du dioxyde de carbone à grande échelle. Les marais ou les tourbières, comme on en trouve en Angleterre, peuvent aussi jouer ce rôle. Pour cela, il faut maintenir l'éco-système ou le restaurer s'il est atteint. La captation de CO₂ par la biomasse est plus aléatoire, car elle utilise du sol, ce qui empiète sur la production alimentaire ou le maintien de la biodiversité. Dans l'industrie, des solutions sont possible pour capter le CO₂ dans l'air pour le stocker à long terme. L'objectif est aussi que dans certains secteurs, on arrive à des émissions négatives pour contre-balancer celles qu'il est plus difficile de réduire comme dans la production animale dans l'agriculture.

La Suisse reste insuffisante au niveau de sa politique et de son agenda de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Le financement de l'énergie fossile par les grandes banques ou fonds n'est pas abordé dans votre rapport.

Au contraire. Tout un chapitre de notre rapport y a trait. Le financement de la

réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) et du renforcement de la résilience aux impacts climatiques représente un facteur essentiel pour la transition vers une économie à faible intensité de carbone. On note un manque actuel de financement pour les énergies renouvelables, mais les capitaux et liquidités disponibles à l'échelle planétaire sont là, sachant qu'il faudrait augmenter d'un facteur 3 à 6 les ressources orientées au climat pour limiter l'élévation de la température à 1,5 ou 2 degrés.

Votre rapport met aussi en avant la nécessité de changements de la part des individus. Comment éviter une écologie punitive, qui frapperait en premier lieu les plus pauvres?

La question essentielle est de répondre aux besoins des gens, sans baisse de la qualité de vie. Notre rapport montre que cela est possible, en adoptant certaines mesures en matière d'alimentation, de consommation, de mobilité ou d'habitation. Il faut ainsi favoriser une baisse de la consommation de viande et des produits animaux, développer des infrastructures de transport à haut potentiel et favoriser leur accessibilité ou réduire la consommation d'énergie, notamment en créant des villes compactes et propices à la marche. Le nerf de la guerre est aussi de réorienter les investissements de capitaux dans les infrastructures de services publics. Il faut aussi cibler les plus riches et favoriser l'égalité. Les 10% des ménages les plus aisés représentent entre 36% et 45% des émissions totales de GES. Dans l'aviation, qui reste une consommation de luxe, 20% des usagers font 80% des déplacements aériens, alors que certains ne prennent jamais l'avion.



HALFPOINT

Quelles sont les exigences du GIEC dans les rapports entre Nord-Sud?

Le soutien financier du Sud par le Nord est indispensable. Lors de la conférence sur le climat qui s'est tenue à Copenhague en 2009, il a été convenu que les pays développés fourniraient 100 milliards de dollars par an de financement climatique aux pays en développement d'ici à 2020, un objectif qui n'a pas encore été atteint. Sur ce point, la Suisse a eu une attitude ambiguë comme l'a montré la BBC, suite à une fuite de documents. Un nombre important de commentaires de notre pays visait à modifier

les parties du rapport qui affirment que les pays en développement auront besoin du soutien, notamment financier, des pays riches pour atteindre les objectifs de réduction des émissions.

La Suisse en fait-elle assez dans la réduction de ses émissions de CO₂?

En s'en donnant les moyens, un bon nombre de pays ont baissé durablement leurs émissions. En ce qui concerne la Suisse, si elle représente moins de 1% des émissions totales, elle est parmi les top 20 en émissions par habitant liées à la consommation.

Cela est dû au niveau économique et au pouvoir d'achat dans notre pays.

La Suisse reste insuffisante au niveau de sa politique et de son agenda de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le rejet de la Loi CO₂ a remis en cause sa capacité de les réduire de 50% d'ici 2030. Il est aussi important que cette réduction se fasse sur le territoire national, comme le revendique le GIEC, et non en recourant à des achats de droits d'émissions à l'étranger, ce qui est un discours de riches. ■

Infos complémentaires sur:
www.ipcc.ch/report/ar6/wg3

Renovate Switzerland

On connaissait Extinction Rebellion, la Grève du climat ou les Fridays for future, mais un nouveau mouvement vient d'émerger avec détermination, Renovate Switzerland. Le 11 avril, il bloquait l'autoroute à Lausanne durant trente minutes, puis les 6 voies du pont du Mont-Blanc à Genève le 14. Ce mouvement international, qui a fleuri aussi en France, Australie ou aux Etats-Unis, plus gros pollueur mondial, soutenu par Julia Steinberger, demande que le Conseil fédéral présente en quatre mois un plan d'action national pour permettre aux cantons de rénover, d'ici à 2040, le million de maisons qui nécessite une isolation d'urgence. «Ce qu'on fait

dans les trois prochaines années déterminera le futur de l'humanité, et même pour les premières mesures consensuelles comme isoler les maisons, on ne peut pas faire confiance aux autorités. Donc me voilà à bloquer des autoroutes. Quelle merde», explique Anais, chercheuse en écologie. «Je me sens mal à l'idée de déranger mes compatriotes ne m'asseyant sur une autoroute. Mais l'inaction des autorités me pousse à devoir le faire. La situation est tellement urgente», note Willy, médecin-dentiste à la retraite. Le 19 avril, le mouvement, qui n'avait reçu aucune réponse du Conseil fédéral perturbait la sortie de l'autoroute à Berne près du Wankdorf. ■

A Sankt Pauli, le jeu penche à gauche

Modeste club de football de 2^e division allemande, le FC Sankt Pauli est pourtant bien plus que cela. Près de 600 associations de supporters vibrent à travers le monde pour ce club de la ville d'Hambourg, qui représente un excellent exemple de ce que le sport peut rendre à la société.

Luca Schalbetter

Situé dans un quartier populaire de la deuxième ville d'Allemagne, le club représente l'âme et l'identité du lieu. Le quartier fut, par le passé, l'endroit «chaud» de la ville. Il abritait les bars de marins du plus grand port du pays. C'était aussi le «quartier rouge» et la plaque tournante des trafics en tout genre.

Bien que né en 1910, c'est 70 ans plus tard que le club va se forger une véritable identité engagée par la lutte contre le racisme et les discriminations, à l'heure où les idées d'extrême-droite se répandent dans les tribunes. Différents groupes de gauche installés localement investissent alors peu à peu les gradins du Stade Millerntor et y amènent leurs convictions politiques. Ils prennent comme symbole le pavillon pirate Jolly Roger, depuis devenu icône du club, en signe de proximité avec les dockers de la ville ainsi que de rejet de l'establishment. Sankt-Pauli est le premier club allemand à avoir interdit les allusions racistes dans son enceinte et également le premier à avoir compté un joueur noir dans son effectif. Aujourd'hui encore, Che Guevara occupe une place importante sur les drapeaux du kop de Sankt-Pauli, tout comme les slogans antiracistes et antifascistes arborés fièrement sur les murs du stade et, plus largement, dans tout le quartier. Le club assoit sa réputation et sa première équipe évolue presque systématiquement à guichets fermés depuis, même lorsque les résultats sportifs ne sont pas au rendez-vous.

Les actions militantes du club et de ses supporters sont légions: on peut citer l'organisation des *Kiezkick*, activités sportives pour les jeunes défavorisés et les réfugiés, l'activation du programme *Via con Agua*, aujourd'hui une association indépendante développant des projets d'accès à l'eau dans divers pays, mais aussi l'installation de conteneurs aménagés pour permettre aux sans-abris de prendre des douches quotidiennement et gratuitement. L'opération la plus impressionnante de l'histoire du club est probablement la *Retter-Kampagne*, ou campagne de sauvetage. En 2003, alors que l'équipe est reléguée en 3^e division, le club est grevé d'une dette de près de 2 millions d'euros. La communauté du FC Sankt-Pauli se mobilise massivement et même au delà des frontières allemandes. En à peine 3



Le pavillon pirate Jolly Roger est l'icône du club.

DIEGO SIDEBURNS

mois, elle vend 130'000 t-shirts à l'effigie du club, organise un match de solidarité face au grand Bayern de Munich, et s'allie avec un sponsor, une grande marque de bière, pour mener la campagne: «Saoulez-vous pour Sankt-Pauli». Pour chaque chope achetée, le brasseur reverse 50 centimes au club. Cette mobilisation extraordinaire, encore aujourd'hui jamais égalée dans son ampleur, inscrit définitivement le club dans les grands noms du football européen.

Seulement, tout est sujet à évolution. Le club vit également des bénéfices massifs du merchandising et de gros contrats de sponsoring. Il y a peu encore un simple cabanon où on vendait bières et saucisses, la tribune VIP s'est redonné un coup de neuf et de luxe. Il devient de plus en plus tendance de vivre à Sankt-Pauli, les loyers augmentent rapidement. Mais là aussi, les supporters ne se résignent pas et luttent de toutes leurs forces pour ne pas laisser leur club mythique à la finance et contre la gentrification de leur quartier. Pour que Sankt-Pauli reste Sankt-Pauli, pour que l'on oublie pas ce qu'il est et d'où il vient. ■

Une puissante fresque sociale digne d'Aragon

Thomas Flahaut décrit une jeunesse sans espoir issue du milieu ouvrier des frontaliers.

Pierre Jeanneret

Les nuits d'été ont bien mérité le prix du Roman des Romands. Le livre se situe aux Verrières dans le Haut-Doubs, commune française frontalière du canton de Neuchâtel, mais aussi à Besançon et dans tout l'arc jurassien horloger suisse. Ce n'est probablement pas un hasard si Thomas et sa sœur Louise, deux des trois personnages principaux, habitent à la rue Louis-Aragon. Le roman, par son approche sociale très documentée du milieu ouvrier, vécue par l'auteur, nous fait songer à la série du Monde Réel, où l'on trouve notamment *Les cloches de Bâle* et *Les Beaux Quartiers*.

Thomas a raté ses études à l'Université, décevant ainsi les rêves d'ascension sociale de son père. Il doit donc vivre de petits boulots, notamment un travail de nuit dans l'atelier Lacombe. Celui-ci ne ressemble plus à l'usine magnifiquement évoquée par Chaplin dans *Les Temps modernes*, où régnait encore un travail à la chaîne abrutissant. Les «ouvriers» sont désormais des «opérateurs», au service d'une machine nommée Miranda, tout aussi inhumaine. Ils sont soumis à une forme nouvelle et plus subtile d'exploitation, qui repose sur des «objectifs de production» impossibles à remplir. Leurs pères travaillaient déjà dans l'entreprise,

mais ils étaient de véritables ouvriers, certes épuisés par le travail, mais aux emplois et salaires fixes, et fiers de leur condition d'«ouvriers», c'est-à-dire d'hommes qui oeuvraient à quelque chose qui avait du sens. Les fils ne sont plus que des intérimaires, des employés jetables, lorsque l'usine diminue sa production, ferme ou délocalise. Ce qui se passe avec Lacombe, dont on assiste au démantèlement, et qui va déménager à Boncourt, dans le Jura suisse.

Un roman social et sociologique

Les pages où Thomas Flahaut évoque la prise de conscience des salariés et leur solidarité, face au licenciement qui les menace, sont d'une grande beauté lyrique. Ainsi que celles où l'auteur raconte un 1^{er} août bruyant de protestation de ces frontaliers jusque devant la nouvelle usine, et la grève spontanée qui en découle. Quant à Louise, elle fait des études de sociologie à Besançon, et commence à enquêter auprès de ces frontaliers, en vue d'une thèse universitaire. Elle va vivre un émouvant mais court amour avec Mehdi, qui depuis sa sortie de l'école, n'a connu que des emplois éphémères.

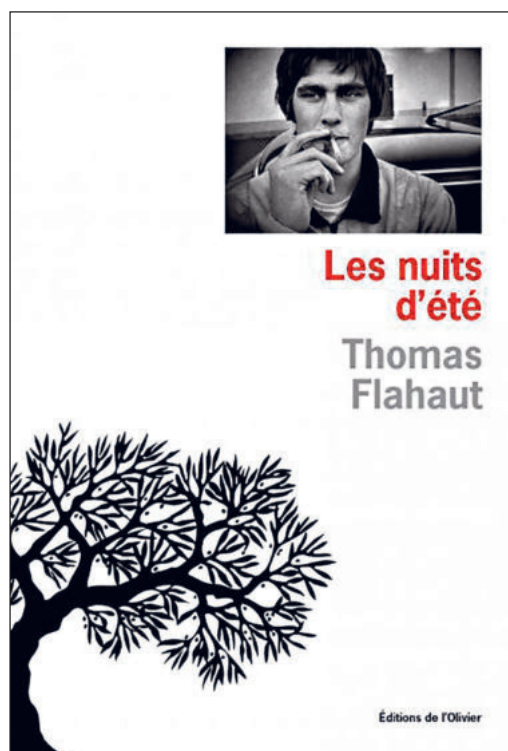
Ce roman est aussi celui d'une jeunesse sans avenir, sans espérance, qui

se réfugie dans le tabac, l'alcool, le shit, les rave parties improvisées, le sexe et la défonce dans de dangereuses courses à moto, dont l'une finira tragiquement. On comprend que ce thème, magnifiquement traité par l'auteur, qui a su faire siens les états d'âme et le langage, ainsi que les rites de cette jeunesse, ait profondément marqué les gymnasiens qui attribuent ce prix du Roman des Romands. Mais il interpelle en fait toutes les générations.

La Suisse, dans ce roman, ne fait pas belle figure... Elle n'apparaît que sous la forme d'un eldorado salarial largement illusoire, dans la xénophobie anti-frontaliers de ses habitants, et au travers des personnages cravatés de patrons quasi invisibles, qui décident sans états d'âme du sort de vieux ouvriers et de jeunes intérimaires sans aucune sécurité de l'emploi.

Avec *Les nuits d'été*, Thomas Flahaut, jeune auteur de 31 ans, signe un roman social, et même sociologique, d'une rare force, qui nous change du parisianisme superficiel d'une bonne partie de la production francophone. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec cet opus, un grand auteur est né. ■

Thomas Flahaut, *Les nuits d'été*, Editions de l'Olivier, 2020, 223 p.



Le père de l'Art Brut exposé à la fondation Gianadda

Le peintre français Jean Dubuffet, premier théoricien de l'Art Brut est exposé à la fondation Gianadda à Martigny.

Pierre Jeanneret

L'exposition principale est consacrée à Jean Dubuffet (1901-1985). Celui-ci est surtout connu pour avoir créé en 1945 le terme d'Art Brut. En 1971, il a offert à la Ville de Lausanne son extraordinaire ensemble de 5000 œuvres, réalisées par des «fous», des déte-nus, des marginaux, en dehors de toute influence de la tradition artistique, des «poncifs de l'art classique ou de l'art à la mode». Mais il ne faut pas oublier que Dubuffet fut lui-même un grand artiste. L'exposition de Martigny, mise sur pied avec la collaboration du Centre Pompidou à Paris, permet de suivre chronologiquement l'œuvre de ce marchand de vin aisé devenu un créateur de génie.

Ses premières œuvres, dans les années 1940, représentent notamment des visages déformés, grimaçants et inquiétants, aux yeux exorbitants, ainsi que des corps distordus. Faut-il y voir une influence de la guerre? Dubuffet s'intéressait beaucoup aussi aux dessins d'enfants, encore libres et spontanés. Les petits personnages et les vaches de *Campagne heureuse* peuvent donc nous paraître «enfantins». L'artiste refusait en effet de faire des «grecqueries», ces sempiternelles copies, au travers des siècles, de l'art classique de l'Antiquité. Puis se déroule une production très variée, dont on peut suivre l'évolution. Pour *Sérénité profuse* (1957), l'artiste a copieusement utilisé «les "jetés" de gouttelettes de peinture liquide», ce qui donne, selon ses propres termes, «une impression de matière fourmillante, vivante et scintillante». On verra aussi une étonnante sculpture en papier mâché, représentant un visage traité de manière minimaliste, qui fait penser aux pierres gravées préhistoriques. Des poèmes de Dubuffet accompagnent certaines de ses œuvres. Ils sont proches de l'esprit des Surréalistes, que lui-même a beaucoup fréquentés.

Les escaliers de Sam Szafran

Les œuvres les plus emblématiques et les plus connues de Jean Dubuffet, réalisées dans les années 1960-1970, sont les peintures vinyliques sur toile ou sur résine stratifiée, montées sur un support métallique. Elles montrent des scènes, des objets ou des personnages nés de l'imagination de l'artiste, et composés de formes aux contours imaginatifs ceintes de noir. Ces œuvres sont à la fois très libres et structurées. Plus tard, Dubuffet utilisera «l'accumulation en désordre des peintures sur papier» et en découpera des morceaux pour «constituer de ceux-ci des assemblages». Dans ses derniers



Solario (portrait), Jean Dubuffet, 1^{er} mars 1967.

YANN CARADEC

travaux, «les couleurs sont crues et triviales». Elles se veulent l'expression de ses fantasmes. Cette exposition peut paraître au premier abord difficile à comprendre pour le profane. Il n'en est rien, si l'on accepte d'entrer dans le monde intérieur, dans les «paysages de cerveau» de Jean Dubuffet, qui sont par ailleurs d'une grande beauté de formes et de couleurs.

Deux autres expositions peuvent être découvertes en ce moment à la fondation. L'une rend hommage à Sam Szafran (1934-2019), qui fut un grand ami de Léonard Gianadda et la seconde, une exposition-vente, est dédiée à Michel Darbellay (1934-2014). Celui-ci, très lié lui aussi à Léonard Gianadda et qui a été l'objet d'une grande exposition à la fondation en 2021, a consacré cinquante ans de photographies à son cher Valais natal. ■

Expositions Jean Dubuffet, Sam Szafran et Michel Darbellay, Fondation Pierre Gianadda, Martigny, les trois jusqu'au 6 juin 2022.

Avant-garde artistique au féminin

Les Rencontres arlésiennes de la photographie invitent à la redécouverte d'artistes féministes phares des années 70. Entre images et performances.

Bertrand Tappolet

Les années 70 voient des artistes femmes secouer la tutelle patriarcale qui les cantonne aux rôles convenus et dictés de muse et modèle. Elles se muent en sujets émancipés et autonomisés s'impliquant activement dans les mouvements sociaux et politiques. Ce qui ne va alors guère de soi dans le monde de la photographie et de l'art dominé par la gent masculine. C'est précisément ce dont témoigne la remarquable exposition collective *Une avant-garde féministe* et ses 200 œuvres participant d'une urgente nécessité existentielle et réalisées par 72 femmes de la collection Verbund (Vienne). Si l'Américaine Cindy Sherman y ausculte les rôles stéréotypés dévolus aux femmes au fil de mises en scènes photographiques, la performeuse française Gina Pane expérimente la résistance physique et psychique à des actes d'automutilation.

Le météore Mendieta

Artiste d'origine cubaine élevée dans l'Iowa, Ana Mendieta déploie un travail à la lisière entre sculpture, Land Art et performance *terre-corps* comme elle la désigne. Déplorant le manque de représentation des femmes de couleur dans le mouvement féministe (intersectionnalité), la performeuse conçoit en 1972 une impressionnante série d'inspiration baconienne. Pour ce faire, elle presse son visage contre une paroi en verre, favorisant de fait sa déformation telle une pâte ductile (*Glass on Body*). Au détour de cette performance photographiée, l'artiste fait de son corps le moyen privilégié pour mettre en crise le visage et la beauté au féminin. La réalisation met ainsi en lumière le contrôle et la (ré)pression exercée à l'encontre des femmes. Au cours des années universitaires de Mendieta, une étudiante est agressée sexuellement puis assassinée. L'artiste expose alors son anatomie dénudée et ensanglantée en chambre, puis dans la forêt.

À l'image de Mendieta, les artistes femmes de cette génération battent en brèche les fonctions archétypales de mère, femme au foyer et épouse soumise, sur un mode à la fois humoristique, iconoclaste et dérangeant. Parmi les sujets abordés,



Ana Mendieta, *Untitled (Glass on Body Imprints)*, 1972. VERBUND COLLECTION, VIENNA

la sexualité féminine et la prise de conscience des violences faites aux femmes. Prenez l'artiste corporelle autrichienne engagée Valie Export âgée aujourd'hui de 81 ans. En 1969, elle réalise *Genital Panik (Panique génitale)* dans un cinéma muniçois. La performance fera scandale en pleine lutte armée anti-impérialiste contre l'intervention américaine au Viêt Nam.

Aux corps, etc.

Son refus de la femme objet de manipulation et commerce se manifeste par l'exposition de ses parties génitales lors de la projection d'un film X. Adoptant une posture virile, cette adepte de l'auto-construction pointe une mitraillette vers les spectateurs, hurlant qu'un véritable sexe est à leur disposition. Non plus assujettie à l'homme, s'émancipant de la passivité, la femme affirme ainsi sa puissance combative et révolutionnaire sans s'enfermer dans des stéréotypes de genre.

Figure longtemps méconnue de l'art expérimental performatif de la décennie 70, la photographe et plasticienne allemande Annegret Soltau recueille des fragments de photos déchirées issus de son visage, voire de ceux de proches. Ensuite, entre couture et chirurgie, ils sont rapiécés au fil noir. Pour dessiner une peau patchwork à la troublante fascination monstrueuse. L'artiste refigure donc son visage en partant d'autoportraits pris à des âges contrastés de sa vie. Et explore le vieillissement propre au corps féminin. ■

Rencontres de la photographie d'Arles, du 4 juillet au 25 septembre.
www.rencontres-arles.com. *Une avant-garde féministe. Photographies et performances des années 1970 de la collection Verbund*, Vienne, delpire & co.

Eloge d'un productivisme luxueux



Quentin Mouron
Ecrivain

C'est un euphémisme de dire que le productivisme n'a pas bonne presse. À gauche, le terme évoque l'effort de produire à bon marché des marchandises dont personne n'a besoin; à droite, il évoque au mieux les déserts industriels soviétiques et la nationalisation de l'agriculture. Partout, il semble admis que le pouvoir de séduction du productivisme est aussi considérable que la verge luisante d'un apparatchik transnistrien. Et pourtant, force est de constater que les concepts concurrents ne soulèvent pas davantage les foules. Le terme «décroissance» fait aussitôt penser à une ZAD géante, où des hippies jouent sur des instruments à percussion en grelottant de froid (jusqu'à ce que, hypothermie oblige, il devienne nécessaire de les transférer dans un hôpital moderne, fruit et orgueil de la division du travail capitaliste)¹. Le terme «anticapitalisme» a pu, pendant quelques années, fédérer autour de lui un spectre si large et si vague que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a hanté aucun lieu ni effrayé personne. Semblable au fantôme croqué par Oscar Wilde dans l'un de ses contes, il agite ses chaînes de place en place, de manifestation en manifestation, et récolte au mieux des rires, au pire la commisération attendrie des bourgeois². Bernard Friot fait très justement remarquer qu'on ne fédère personne autour d'un concept négatif: «On ne mobilise durablement que sur un oui, et l'alternative au capitalisme, celle qui est en train de se construire, c'est le communisme³.» Néanmoins, il est évident que le mot communisme charrie avec lui toutes les boues sanglantes du siècle passé. Aussi, Lordon propose-t-il l'expression de «communisme luxueux», visant à «défaire l'imaginaire entièrement négatif dont l'idée de sortir du capitalisme, pour ne rien dire du mot «communisme» lui-même, ont été surchargés – en gros: appartements collectifs, alimentation patates et saucisson, voitures grises, moulins à café gris, vêtements gris, murs gris, villes grises⁴». Mais un imaginaire, cela ne se rénove pas seul dans son garage: on doit composer avec les autres, avec les forces contraires, antagonistes, subversives. Un imaginaire suppose toujours un ou plusieurs imaginaires concurrents. L'imaginaire, comme le réel, est toujours le lieu du multiple et de la contradiction, en même temps que le lieu du désir.

Or, le désir ne se démontre pas, il se suscite. Deleuze et Guattari, dès la première page de *L'Anti-Œdipe*, lient la question du désir à

celle de la production: «La règle de produire toujours du produire, de greffer du produire sur le produit, est le caractère des machines désirantes ou de la production primaire: production de production⁵.» Le désir appelle la production et la production produit du désir, ou plutôt: la production passe dans le désir qui passe par la production. Ce n'est pas une métaphore, préviennent les auteurs. Mais si ce n'est pas une métaphore, comment comprendre alors le lien évident – et historiquement situé – avec le système de production capitaliste et les machines industrielles? Il suffit de renverser la perspective: la machine industrielle et le système de production capitaliste sont des variétés – des modes, des figures – historiquement situées de la machine et de la production. La machine désirante précède la machine à vapeur – et ne s'épuise pas en elle; la production primaire s'actualise dans la production capitaliste, mais ne s'y résume pas. Certes, le productivisme capitaliste se propose comme la forme parachevée du productivisme: mais c'est une illusion, un effet d'idéologie. À la limite de son déchaînement, le productivisme capitaliste se retourne même en son contraire: «Les automates s'arrêtent et laissent monter la masse inorganisée qu'ils articulaient. Le corps plein sans organes est l'improductif, le stérile, l'inengendré, l'inconsommable.» Les déserts arides qui s'étendent sans cesse sont des corps sans organes, les friches industrielles irradiées sont des corps sans organes. Il s'agit donc d'opposer le désir au désert. Car on ne produit pas que des marchandises destinées à s'échanger sur un marché libre et non-faussé, mais que l'on produit aussi, pêle-mêle: des sentiments, des œuvres, des relations, des actions, des histoires, des enfants, et toute une collection d'objets destinés à l'usage et à l'agrément plutôt qu'à la spéculation. Le productivisme bien compris, c'est la démultiplication du désir – et non le vertige infini de l'accumulation, de la destruction et de la mort. ■

1. Cf. Frédéric Lordon, *Vivre sans? Institutions, police, travail, argent...*, Paris, La Fabrique, 2019.

2. Oscar Wilde, *Le Fantôme de Canterville*.

3. Bernard Friot, Frédéric Lordon, *En travail. Conversations sur le communisme*, Paris, La Dispute, 2021.

4. <https://blog.mondediplo.net/pour-un-communisme-luxeux>, repris dans: Frédéric Lordon, *Figures du communisme*, Paris, La Dispute, 2020.

5. Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie 1. L'Anti-Œdipe*, Paris, Minuit, 1972.

Le banditisme bancaire suisse

Suite aux révélations d'une enquête internationale réalisée par plusieurs médias, le Crédit Suisse est accusé d'avoir hébergé des fonds d'origine criminelle ou illicite plusieurs décennies durant.

Jean Ziegler

C'était une splendide journée de janvier. Les pentes enneigées du Mont-Blanc scintillaient sous l'effet du soleil, produisant un climat étonnamment tempéré. Nous étions assis sur une terrasse, au-dessus du vignoble de Russin, dans le petit village où je réside. La personne qui me visitait était Nina Bovensiepen. Une femme alerte, intelligente et sympathique. Membre d'un groupe d'investigation du grand quotidien allemand, *Süddeutsche Zeitung* (SZ), Nina Bovensiepen faisait partie des journalistes les plus influentes d'Europe. Elle a parcouru la Suisse pour tenter de comprendre ce qui constituait «le banditisme bancaire» du pays. Le 22 février 2022, le quotidien SZ a publié son reportage.

L'an dernier, la *Süddeutsche Zeitung* a reçu des documents concernant 18'000 comptes du Crédit Suisse, envoyés par un expéditeur resté anonyme. La SZ a partagé ces informations avec 47 autres médias internationaux, qui collaborent dans le cadre d'un regroupement de journalistes et de centre d'enquêtes se penchant sur le crime organisé et la corruption (Organized Crime and Corruption Reporting project, OCCRP). Le matériel obtenu couvre une période de plus de 80 années, jusqu'à nos jours. L'analyse minutieuse de ces «secrets suisses» a révélé des choses étonnantes: le Crédit Suisse abritait et abrite des milliers



Le Crédit Suisse à la Paradeplatz à Zürich.

ROLAND ZH

de comptes ayant servi et servant toujours aux sanglantes activités lucratives de dirigeants de la mafia internationale (notamment la 'Ndrangheta calabraise), d'oligarques russes, de barons de la drogue et de dictateurs violents. La banque elle-même nie toute culpabilité dans ces affaires.

Depuis 1997, huit CEO se sont succédé à la tête du Crédit Suisse. Ils nous ont promis des réformes et des améliorations. Mais aucun n'a tenu parole, et personne n'a été traduit en justice pour ces scandales. A l'étranger, la banque a néanmoins versé plus de 15 milliards de francs à titre d'amendes et de frais de justice au cours des 15 dernières années.

Une terrible misère humaine

Ce qui m'indigne, ce ne sont pas les salaires et les boni astronomiques touchés par les nababs bancaires, ni les constantes violations des lois suisses dont ils se rendent coupables. C'est plutôt la terrible misère humaine que leurs actions provoquent dans le monde entier.

En Egypte par exemple. Le dictateur Hosni Moubarak, sa femme et ses deux fils, Gamal et Alaa, ont planqué 739 millions de francs dans les coffres de Crédit Suisse. En janvier 2011, des milliers

de personnes ont manifesté paisiblement sur la place Tahrir, au Caire. Moubarak a envoyé des chars et fait assassiner des centaines de compatriotes.

Autre exemple: le Nigeria. Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, les 35,2% de la population sont gravement sous-alimentés en permanence. Le dictateur Samy Abacha a volé plus d'un milliard de francs et les a mis à l'abri à Zurich. En même temps, des dizaines de milliers de Nigérianes et Nigériens meurent de faim chaque année.

Grâce au groupe socialiste, deux réformes sont en cours de traitement au Palais fédéral. La première prévoit que l'autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) puisse à l'avenir sanctionner non seulement les établissements, mais aussi les banquiers individuels. La deuxième vise à supprimer l'absurde article 47 de la Loi sur les banques, qui punit d'une peine privative de liberté de 3 ans les journalistes publiant des documents rendus publics «illégalement». Ces deux réformes requièrent notre entière solidarité. ■

* Sociologue, vice président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme et auteur. Il a notamment publié: *Lesbos, la honte de l'Europe*, Seuil, 2020

Les orphelinats ukrainiens et la traite des enfants

Plus les «civilisations» se complexifient, plus les êtres humains déploient leur noirceur, rivalisant de cynisme, de cruauté et de brutalité.

Huguette Junod

Le nazisme nous a appris jusqu'où peut aller la monstruosité quand on déshumanise un peuple. Toutes les guerres charrient leur boue d'atrocités. Elles détruisent non seulement des bâtiments, des monuments, des ponts, des routes, des centrales d'énergie, des sources vitales, comme l'eau, l'électricité, le chauffage, mais des êtres humains par milliers ou par millions. Chaque mort brutale est une perte pour l'humanité, chaque enfant blessé ou tué, un avenir fauché, chaque femme violée, une blessure irréparable. Les guerres laissent derrière elles des champs de ruines, des humains traumatisés à vie. Puis viennent les entreprises, qui vont reconstruire en plusieurs années ce qui a été détruit en quelques heures et vont engranger des montagnes de bénéfiques. Et comme toujours, ce sont les plus humbles qui paient le tribut le plus lourd, en manque de soins, de moyens, de possibilités de se reconstruire.

Dans un film policier, un commissaire dit à une stagiaire: «Tu n'imagines pas ce que l'être humain est capable de faire.» Même en temps de paix. Alors, en temps de guerre... quand certains se croient tout permis, sûrs de leur impunité, voire de leur bon droit. «Ce ne sont que des sous-hommes», disaient les nazis des juifs.

Je n'ai donc pas été étonnée en apprenant que les orphelinats ukrainiens (qui sont déjà, en temps de paix, des lieux d'abus et de violences) alimentent la traite des enfants. Selon Secours catholique, Caritas France du 24.3.22, en fuyant les bombes, des millions de femmes et d'enfants ukrainiens s'exposent au risque d'exploitation humaine, la guerre étant un des terrains privilégiés des prédateurs. Tandis que les instances européennes s'alarment, les réseaux Caritas, bien préparés à combattre ce fléau, multiplient les garde-fous et appellent à la vigilance.

A la mi-mars, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, disait disposer d'informations sur des criminels prenant des orphelins dans des orphelinats en Ukraine et traversant la frontière en prétendant être des parents. Des bandes de trafiquants vendent des

enfants à des réseaux pédophiles, et les enfants handicapés serviront de réservoirs d'organes. Le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains au Conseil de l'Europe (Greta) faisait état d'enfants fuyant l'Ukraine sans parents, dont beaucoup sont actuellement introuvables. Rappelons que la grande majorité des réfugiés ukrainiens (entre 3 et 4 millions de personnes fin mars) sont des femmes et des enfants.

Natalia Holynska, responsable depuis 12 ans de la traite des êtres humains à Caritas Ukraine, parle des personnes qui transitent à Lviv, où elle se trouve: «Ces personnes déplacées ont du mal à réaliser qu'elles vivent une guerre, qu'elles sont désormais des réfugiées.» Il leur est difficile de faire la différence entre ceux qui, dans un élan de solidarité, viennent leur apporter aide et réconfort, et ceux qui veulent profiter de leur désarroi pour abuser d'elles.

«En Pologne, certaines femmes se voient proposer un hébergement en échange de faveurs sexuelles», avance pour sa part Geneviève Colas, coordinatrice pour le Secours Catholique-Caritas France du collectif «Ensemble contre la traite des êtres humains». Elle rappelle que ces réseaux profitent de la guerre: «Nous avons accumulé des expériences en la matière dans les conflits au Kosovo, au Liban, en Tchétchénie. Nous disposons des contacts nécessaires pour réagir. Dès le début de l'invasion, nous avons sensibilisé les membres des ONG, les bénévoles, le grand public, ainsi que le public à risque. Nous préparons des documents pour qu'ils soient compris en ukrainien, afin de prévenir les abus. Enfin, nous demandons que tous les enfants réfugiés soient enregistrés et qu'ils bénéficient d'un véritable accompagnement social.»

J'imagine... Les bombes, les cris, l'appartement détruit, le dénuement, le long voyage vers la frontière, les enfants qui pleurent, la faim, la soif, le froid, et au moment où les femmes et les enfants se croient en sécurité, les prédateurs qui leur tombent dessus, pires que les bombes. On a honte d'appartenir à l'espèce humaine. *Homo homini lupus est.* Non, c'est bien pire, un loup ne ferait jamais ça... ■

En fuyant les bombes, des millions de femmes et d'enfants ukrainiens s'exposent au risque d'exploitation humaine, la guerre étant un des terrains privilégiés des prédateurs

Programme du 1^{er} mai

Genève

Dimanche 1^{er} Mai: contre les régressions sociales et la guerre, toutes et tous solidaires!

Rassemblement à 14h00 place Lise Girardin
14h: Cortège
Départ du cortège Bvd James-Fazy
Arrivée à la salle communale de Plainpalais
Accueil par la Red de Tamboreras de Suiza
16h30-22h: Fête à la Salle communale de Plainpalais
Discours
Concerts
Village syndical et militant
Bars et restauration

La Chaux-de-Fonds

Samedi 30 avril

Dès 17h, salle «Ton sur ton», Rue du Progrès 48: Spectacle, musique, restauration. Eric le Rouge
20h30: Thierry Meury
22h: The Watchmaking Metropolis Orchestra

Dimanche 1^{er} mai

Dès 11h, salle «Ton sur ton», Rue du Progrès 48: Discours, musique, restauration
14h: Cortège, Lory Loulou (DJ), POP'chestra

Neuchâtel

Dimanche 1^{er} mai:

Dès 11h, Préau du Collège de la Promenade, Avenue du premier-mars 2a: Discours, conférence, musique, restauration
11h15: Cortège
14h: Conférence: Contre la guerre en Ukraine.
Orchestre Pussycat

Val-de-Travers à Fleurier

Dimanche 1^{er} mai

11h, Place de la gare: accueil et apéritif
11h30: partie officielle (Oratrices et orateur: Mathias Bobillier, militant POP et Jeunes-POP; Marine Docourt, Co-présidente des femmes socialistes suisses, membre du comité directeur du PSS et députée; Menekse K., militante Unia)
12h30: Jardin public (salle Unia au cas de mauvais temps): repas offert. Soupe aux pois ou à l'avoine et pain, pâtisserie, cantine de boissons, thé et café, prix libres, tirelire.
Musique: Ruben Domingez, guitare et chansons latino-américaines; L'autre et ses musiciens, chansons françaises

Lausanne

Dimanche 1^{er} mai

11h: Pl. de la Riponne: cortège
Dès 12h30: Casino de Montbenon: fête du 1^{er} mai

Sion

Dimanche 1^{er} mai

Dès 11h30, couvert des Iles: apéritif
11h45: accueil (Francine Zufferey, présidente de l'USVS) et discours (Mathias Reynard, Conseiller d'Etat (12h); Emmanuel Amoos, Conseiller nationale (12h15)
12h30: repas organisation RAJO Valais
13h30: discours (Hanny Weissmüller présidente de l'association des mécaniciens de locomotive SEV (13h30); Blaise Carron, secrétaire régional Unia Valais (13h45)
14h30: concert de Sold'out

*Renens, place du Marché,
samedi 4 juin 2022
de 9h à 15h*

**Grand marché
aux puces
et foire
aux livres**

Buvette et risotto ticinese à midi

Organisation : **Fourmi rouge - POP**

**VOIX
POPULAIRE**

**Nous ne pouvons
compter que
sur votre soutien
pour exister!**

CCP: 12-9325-6